

RECENSEMENT GÉNÉRAL
DE L'AGRICULTURE

La phase pilote lancée dans six wilayas

Lire l'article de El-Houari Dilmi page 3

Reconversion annoncée des «fermes pilotes»

Lire l'article de A. Z. page 3

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information

D'ORAN

FORUM DES PAYS
EXPORTATEURS DE GAZ

Un rendez-vous capital pour la stabilité du marché

P. 4

Chanegriha en visite au Rwanda

P. 2



LAAGAB

«La souveraineté numérique en tête de l'agenda de l'Etat»

P. 4



«VIOLS» ET «EXÉCUTION EXTRAJUDICIAIRES» DE FEMMES ET DE JEUNES FILLES PALESTINIENNES

Des experts de l'ONU demandent une enquête

Lire l'article de Mohamed Mehdi page 2



«Viols» et «exécutions extrajudiciaires» de femmes et de jeunes filles palestiniennes
Des experts de l'ONU demandent une enquête

Mohamed Mehdi

Au 136^e jour, hier lundi, de l'agression sioniste à Gaza, le bilan des victimes a atteint 29.092 martyrs et 69.028 blessés, a indiqué le ministère de la Santé de l'enclave. La même source a ajouté que l'armée d'occupation israélienne a commis, durant la journée de dimanche, 9 massacres, faisant 107 martyrs et 145 blessés, précisant aussi qu'il y a des victimes sous les décombres et que l'occupation empêche les ambulances de la protection civile de les atteindre.

Lundi le bureau des droits de l'homme des Nations unies (OHCHR) a déclaré, dans un communiqué, qu'il existe des «allégations crédibles de violations flagrantes des droits humains dont les femmes et les filles palestiniennes continuent d'être soumises dans la bande de Gaza et en Cisjordanie». Le document signé par experts qui font partie des «procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme» de l'ONU, évoque des «viols» des «menaces de viols» ainsi que des «exécutions extrajudiciaires» de femmes et de jeunes filles à Gaza. Le document, rendu public, hier, appelle à «une enquête indépendante, impartiale, rapide, approfondie et efficace sur ces allégations et à ce qu'Israël coopère à ces enquêtes».

Hier, également, la Cour internationale de justice (CIJ) a entamé des audiences publiques, qui se prolongeront jusqu'au 26 février, sur les «Conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est». Ces auditions se déroulent au moment où le gouvernement israélien a voté à l'unanimité une décision d'interdiction aux Palestiniens de moins de 70 ans d'accéder à la Mosquée Al Aqsa durant le mois sacré de Ramadhan.

Lundi à Gaza, au 136^e jour de l'agression, l'armée israélienne a continué ses massacres en bombardant différentes régions de l'enclave assiégée, en particulier le centre et le sud de Gaza.

Le correspondant d'Al Jazeera a rapporté, lundi, le transfert des corps de 5 martyrs à l'hôpital Abu Youssef Al-Najjar dans la ville de Rafah après qu'un bombardement israélien les a ciblés au sud de Khan Younes, au sud de Gaza. La même source a également fait état de plusieurs blessés lors de bombardements effectués par des navires de guerre israéliens au large de Khan Younes.

A Deir al-Balah, dans le centre de Gaza, un bombardement contre une maison à l'est de la ville a fait plusieurs victimes, des martyrs et des blessés. Un correspondant d'Al Jazeera a signalé aussi des raids de l'occupation israélienne sur la rue Al-Jalaa, dans le centre de la ville de Gaza.

ISRAËL TRANSFORME LES HÔPITAUX EN CASERNES

Depuis le siège de l'hôpital Al-Shifa, du nord de Gaza, au début de l'invasion terrestre, l'armée israélienne transforme tous les hôpitaux assiégés, après avoir été bombardés, en casernes. Le dernier en date c'est l'hôpital Nasser de Khan Younes, qui est encerclé depuis trois semaines, forçant ses occupants, des dizaines de blessés et de patients, ainsi que des milliers de déplacés qui y trouvaient refuge, à quitter les lieux.

Hier, le ministère de la Santé de Gaza a déclaré que 25 membres du personnel médical et 136 patients du complexe médical Nasser, qui n'ont pas pu quitter l'établissement, sont toujours privés d'électricité, d'eau, de nourriture, d'oxygène et de moyens de traitement pour les cas difficiles.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a affirmé, de son côté, qu'elle poursuivait ses efforts pour évacuer les patients restants de l'hôpital de Khan Younes vers d'autres établissements, a indiqué hier un communiqué sur la plateforme Telegram. La même source rappelle que depuis des semaines, les forces israéliennes font des incursions dans l'hôpital et tirent des obus dans les environs, ce qui a entraîné la fermeture de l'ensemble des services.

Le correspondant d'Al Jazeera a rapporté également que les forces d'occupation ont arrêté le Dr Nahed Abu Taima, directeur de l'hôpital chirurgical du complexe Nasser.

La même source a annoncé que des véhicules blindés israéliens sont entrés dans les environs de l'hôpital spécialisé algérien d'Abasan, à l'est de Khan Younes, au moment où se déroulaient de violents affrontements avec la résistance Palestinienne dans d'autres quartiers de la localité.

NATIONS UNIES: ISRAËL COMMET DES VIOLATIONS CONTRE LES FEMMES PALESTINIENNES

Hier, des experts des Nations Unies ont exprimé leur inquiétude face aux allégations documentées de violations flagrantes des droits humains contre les femmes et les filles palestiniennes dans la bande de Gaza et en Cisjordanie.

Les experts ont expliqué, dans un communiqué, que les informations qu'ils ont reçues indiquaient que des femmes et des filles palestiniennes étaient soumises à des «exécutions arbitraires» à Gaza, «souvent aux côtés de membres de leur famille, y compris leurs enfants».

«Selon les informations reçues, des femmes et des filles palestiniennes auraient été arbitrairement exécutées à Gaza, souvent avec des membres de leur famille, y compris leurs en-

Chanegriha en visite au Rwanda

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP), a entamé, hier lundi, une visite officielle en République du Rwanda, dans le cadre du renforcement de la coopération entre l'ANP et les Forces armées de ce pays, indique un communiqué du minis-

tère de la Défense nationale (MDN). «Sur invitation du Général d'Armée Mubarakh Muganga, Chef d'Etat-Major de Défense rwandais, Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, entame une visite officielle en République du Rwan-

da, à partir d'aujourd'hui 19 février 2024", précise la même source.

«Lors de cette visite, qui s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération entre l'ANP et les Forces armées rwandaises, les deux parties examineront les questions d'intérêt commun», ajoute le communiqué.

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

Que faut-il retenir des résultats de la dernière enquête de l'Office National des Statistiques (ONS) sur l'activité industrielle nationale ?

Même si cette enquête relève une croissance globalement positive de cette activité industrielle, au cours du troisième trimestre de l'exercice écoulé (période prise en compte par l'enquête), il est précisé que les défis ne manquent pas. Allant des difficultés rencontrées sur le plan des approvisionnements en matières premières, inférieures à la demande exprimée, selon plus de 35% des entreprises du secteur public et plus de 31% du secteur privé, aux pannes d'électricité dont se sont plaint plus de 20% des entreprises du secteur public et près de 11% du secteur privé, et jusqu'aux défis de la gestion de la main-d'œuvre et des équipements de production. Mais ce qui retient particulièrement l'attention c'est cette exigence d'investir dans l'innovation technologique, d'améliorer l'efficacité opérationnelle et de renforcer leur capacité à s'adapter aux nouvelles exigences du marché, qui a été exprimée par les entreprises industrielles. C'est le défi vital rencontré par l'activité de l'Industrie nationale.

Le développement technologique qui avance à une vitesse grand 'V', selon l'exemple qui relève que si les ordinateurs ont mis 70 ans pour devenir populaires et se démocratiser, aujourd'hui une application peut se répandre sur des millions de Smartphones, en quelques

Les défis de l'Industrie

mois, menaçant d'écraser tous les retardataires. Enfin, ce que ne disent pas ou ne précisent pas les résultats de l'enquête, qui ont le mérite d'attirer l'attention sur le besoin impératif d'investir dans l'innovation technologique, dans le domaine industriel, c'est que le monde est à l'aube de la cinquième révolution industrielle, ou l'industrie 5.0, qui fait l'alliance entre la machine et l'homme en intégrant l'Intelligence artificielle, avec pour but essentiel la multiplication maximale des profits allée au bien-être sociétal.

Nous assistons dans ce contexte à une véritable guerre mondiale des semi-conducteurs, engageant de part et d'autre les Etats-Unis et la Chine, et chacun avec ses alliés. Les semi-conducteurs, de petites pièces électroniques, font tourner l'Industrie automobile, ainsi que l'Industrie militaire, et plusieurs autres domaines, dont la fabrication de Smartphones. Les responsables des entreprises locales, selon l'enquête de l'ONS, qui saisissent bien le sens de cette concurrence acharnée autour des composants électroniques, laissent entendre qu'ils ont plus besoin de cette technologie et de moins de personnel pour aller de l'avant.

L'activité de l'Industrie nationale, qui cherche à combler le manque d'approvisionnement en matières premières, devrait hausser le niveau en s'intéressant plus au transfert technologique, dans tous les domaines d'activités industrielles.

fants. Nous sommes choqués par les informations faisant état de ciblage délibéré et d'exécutions extrajudiciaires de femmes et d'enfants palestiniens dans les endroits où ils cherchaient refuge ou alors qu'ils fuyaient. Certains d'entre eux auraient tenu des morceaux de tissu blanc lorsqu'ils ont été tués par l'armée israélienne ou des forces affiliées», ont indiqué les experts.

Les experts ajoutent : «Nous sommes particulièrement affligés par les informations selon lesquelles des femmes et des filles palestiniennes en détention ont également été soumises à de multiples formes d'agressions sexuelles, telles que le fait d'être déshabillées et fouillées par des officiers masculins de l'armée israélienne. Au moins deux détenues palestiniennes auraient été violées tandis que d'autres auraient été menacées de viol et de violences sexuelles». Les experts de l'ONU ont également noté que «des photos de femmes détenues dans des circonstances dégradantes auraient également été prises par l'armée israélienne et mises en ligne», indique le communiqué.

Les experts se sont dits préoccupés par la disparition d'un nombre indéterminé de femmes et d'enfants palestiniens, notamment des filles, suite à un contact avec l'armée israélienne à Gaza. «Il existe des rapports inquiétants faisant état d'au moins une petite fille transférée de force par l'armée israélienne en Israël, et d'enfants séparés de leurs

parents, dont on ignore où ils se trouvent», ont-ils déclaré.

Les experts qui font partie des «procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme», appellent à «une enquête indépendante, impartiale, rapide, approfondie et efficace sur ces allégations et à ce qu'Israël coopère à ces enquêtes». «Pris ensemble, ces actes présumés pourraient constituer de graves violations des droits de l'homme et du droit humanitaire international, et constituer des crimes graves au regard du droit pénal international qui pourraient faire l'objet de poursuites en vertu du Statut de Rome», ont déclaré les experts.

RAMADHAN : MOSQUÉE AL AQSA INTERDITE AUX MOINS DE 70 ANS

La décision, prise dimanche, par le gouvernement de l'entité sioniste visant à limiter l'accès des Palestiniens à la mosquée Al-Aqsa pendant le Ramadhan, avec une proposition du ministre d'extrême droite de la Sécurité nationale, Itamar Ben-Gvir, d'interdire l'entrée du troisième lieu saint de l'Islam aux personnes âgées de «moins de 70», a soulevé de nombreuses réactions en Palestine occupée.

Hier, le Conseil supérieur islamique de la fatwa en Palestine a mis en garde contre une «guerre de religion» à la suite du projet d'Israël d'interdire aux musulmans l'accès à la mosquée Al-

Aqsa pendant le mois de Ramadhan, rapporte l'agence de presse Wafa. Le Conseil a déclaré que cette décision visait à vider Al-Aqsa de ses défenseurs afin de mettre en œuvre un «plan de judaïsation», exhortant les dirigeants et les populations arabes et musulmanes à protéger la mosquée.

De son côté le «Comité supérieur de suivi des masses palestiniennes à l'intérieur de la Ligne verte» a déclaré que la décision équivalait à «une déclaration de guerre totale» et un «prélude à vider la Sainte Mosquée de ses fidèles».

Le Mouvement de la Résistance islamique (Hamas) a également dénoncé la décision de l'occupation israélienne de restreindre l'accès des Palestiniens à la mosquée d'Al-Aqsa pendant le mois de Ramadhan, la qualifiant de «crime sioniste».

Un correspondant d'Al Jazeera a rapporté hier que les forces d'occupation israéliennes ont pris d'assaut la ville de Jabal Mukaber, au sud d'Al Qods occupée, où elles ont mené une campagne d'arrestations massives, et ont forcé les jeunes hommes de la ville à signer un «engagement à ne pas entrer dans la mosquée Al-Aqsa pendant le mois de Ramadhan».

Selon le journal Yedioth Ahro-noth, cité par Al Jazeera, le service de renseignement intérieur a averti contre des «troubles potentiels» suite à cette décision qui «unirait les musulmans contre Israël des deux côtés de la Ligne verte».

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20
Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél.: 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57
Pub Tél.: 021. 64.96.44
Rédaction Constantinoise
Tél. : 031.92.12.11
Fax : 031.92.12.22

Diffusion: Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Recensement général de l'agriculture La phase pilote lancée dans six wilayas

« Le Recensement général de l'agriculture dans sa troisième édition, que le ministère de l'Agriculture a lancé dimanche dans sa phase pilote, intervient 22 ans après l'achèvement du dernier recensement général du secteur », a déclaré, hier lundi, le directeur des systèmes d'information au ministère de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Tifouri.

El-Houari Dilmi

Cette opération pilote a pour objectif d'évaluer le plan opérationnel élaboré par le comité technique sur le terrain, en vue de s'assurer de son efficacité et des moyens humains et techniques mobilisés à cet effet, avant sa généralisation lors du recensement général de l'agriculture, qui concernera toutes les régions du pays.

Intervenant sur les ondes de la Radio nationale, Mohamed Tifouri a expliqué que le secteur agricole a « connu de grands développements et transformations depuis 2001, que ce soit en termes d'expansion des surfaces agricoles, d'introduction de nouveaux produits, ou encore en termes d'utilisation de l'eau et d'irrigation d'appoint ». Et d'ajouter ajoutant que « cela nécessite de connaître avec précision la réalité du secteur agricole en Algérie à travers des données précises qui reflètent la vraie voie à suivre », a-t-il souligné.

L'invité de la Radio est également revenu sur les axes les plus importants du questionnaire spécifié dans la phase de modélisation, qui comprend six wilayas dans diverses régions du pays, comme Adrar et Tipaza. « Une phase qui durera 15 jours et comprendra la connaissance la plus précise possible des investissements agricoles, des types de cultures utilisées, qu'elles soient permanentes ou saisonnières, de la façon dont

elles sont arrosées, la façon dont l'eau est utilisée et stockée, le nombre et les types de bétail et de tout ce qui concerne l'environnement des investisseurs agricoles », a-t-il précisé. Le représentant du département de l'agriculture a encore souligné que l'objectif de la phase pilote « est d'ajuster le questionnaire et de tester la méthodologie afin de préparer le recensement général, qui touchera toutes les wilayas du pays ».

Toujours dans ce même contexte, le directeur des systèmes d'information au ministère de l'Agriculture a expliqué que les « technologies de l'information et de la communication dans le modèle statistique » seront utilisées, avec une expérimentation du traitement en temps réel des informations issues du recensement », soulignant qu'une importance accrue est accordée à la compréhension unifiée des questionnaires adressés aux agriculteurs de tout le pays, quel que soit leur localisation ».

L'hôte de la Radio a également évoqué « l'importance des données qui découleront du recensement général, sur la base desquelles des politiques agricoles modernes seront adoptées en partenariat avec l'Agence spatiale algérienne et les centres de recherche scientifique, qui restent au service des agriculteurs et prennent en compte les spécificités des différentes régions du pays », a-t-il indiqué.



Raïna
Raïkoun

Sid Lakhdar Boumédiène

L'arrogance humaine face à l'épreuve du temps

Les peuples se déchirent dans une concurrence mémorielle, les civilisations s'entrechoquent et les humains nourrissent les mythes et certitudes de leurs philosophies et doctrines. Chacun assure de l'antériorité de sa puissance, déclare la force de ses valeurs et se persuade de la pérennité de sa trace dans l'histoire.

Cette prétention dans un temps court, à l'échelle humaine, est pourtant balayée par une puissance gigantesque qui le dépasse, le temps terrestre. Rien ne lui résiste, pas même la géographie, le climat, la faune et la flore. Mais encore plus éphémère, les schémas de pensée qui disparaissent pour en laisser place à d'autres, d'un autre monde où l'humanité n'est pas sûre d'exister encore.

Cette chronique du jour veut montrer à quel point nos certitudes ne résistent jamais au temps qui les reformule à sa guise. Ce temps qui efface et nous démontre combien notre arrogance est vaine. À l'échelle de l'apparition de la vie, l'existence de l'humain est un grain de sable dans l'immensité de tous les déserts du monde. Comme les lois du cosmos et ses composants organiques, le temps se manifeste d'une manière similaire dans l'infiniment petit comme dans l'infiniment grand.

Si nous prenons le premier cas, chez un être humain retrouve-t-on à l'identique les certitudes de l'adolescence avec celles des vieux jours ? Assurément pas les mêmes sauf pour des cas résolument marginaux par rapport à une généralité comme la nature sait en produire. Si nous prenons le second cas, on peut trouver les mêmes phénomènes de disparition du monde connu. D'une manière très perceptible on nous assure que Londres aura le même climat qu'Oran dans un temps assez court. La différence des cultures qui sont en relation avec le climat s'en trouverait injustifiée.

Dans un temps plus long, nous savons depuis très longtemps que notre plus proche voisine, la galaxie d'Andromède, se dirige droit vers la nôtre à une vitesse fulgurante en années lumière. On s' imagine alors combien nos certitudes sont encore plus

fragiles. Puis, si nous prenons un temps moyen entre ces deux situations temporelles extrêmes, c'est nos continents qui ne seront plus au même endroit. Les plaques terrestres s'étaient séparées il y a des

millions d'années, certaines se rapprochent dans un mouvement inverse. Le combat est inégal car l'une est toujours destinée à faire disparaître l'autre.

Comme c'est la plaque africaine qui submergera celle de l'Europe, on peut dire avec humour combien est futile l'histoire des visas. Et combien est versatile l'histoire elle-même, remplaçant une conquête territoriale coloniale par une autre, en sens inverse. Comme la chose n'est pas déjà compliquée, Einstein nous avait parlé de l'existence d'un temps relatif. Il paraîtrait, selon les lois de la physique, que si je n'avais pas quitté Oran pour l'étranger mais pour l'espace, je rencontrerais mes arrière-petits-enfants en revenant. Rien n'est donc certain dans ce monde, le conflit des générations paraît alors bien superflu.

Nos sentiments humains seront-ils modifiés dans ce bouleversement du monde connu ? Que deviendront les pensées, l'amour, la violence, les chagrins et les rivalités ? Seront-ils provoqués et ressentis dans la même sensation dans un environnement différent de celui que l'humanité connaît en ce moment ? Sera-t-elle encore sur une terre condamnée ou ailleurs dans un autre endroit de l'univers ?

Qu'advient-il de l'avancée des connaissances humaines ? Elles ne peuvent en principe disparaître si nous considérons que leur destinée est d'avancer en corrélation avec la marche du temps. L'ennui est qu'on ne peut même pas faire confiance à cette certitude objectivement légitimée par sa réalité depuis que l'humanité existe. Pourquoi ?

Tout simplement parce que ce sont ces mêmes connaissances qui nous ont appris à connaître le monde, terre et cosmos, et nous ont révélé combien nos civilisations humaines sont éphémères.

Au fond, il n'y a qu'une vérité immuable lorsque l'humanité est confrontée au temps, c'est la nécessité de son humilité.

Agriculture

Reconversion annoncée des «fermes pilotes»

A. Z.

La numérisation devrait atteindre un stade très avancé dans les prochains mois. C'est une exigence du président de la République, qui a donné instruction, après avoir pris connaissance du rapport d'étape sur l'état d'avancement du processus de numérisation, lors du dernier Conseil des ministres, pour accélérer, au maximum, la cadence de travail jusqu'à la numérisation totale de tous les secteurs. Enjoignant aux ministres d'accélérer la numérisation des données pour chaque secteur, en prévision de la plateforme technique et de la domiciliation des données, indique un communiqué du Conseil des ministres. D'autant que la conclusion d'un contrat avec la société Huawei pour créer un centre de stockage de données devrait être prochainement sur la table du Conseil des ministres pour approbation. Dans ce sillage, instruction a été donnée à la Haut-Commissaire à la Numérisation, de préparer un exposé à propos de ce contrat, précise la même source.

Concernant la nouvelle mission assignée à ce qui était appelé «fermes pilotes», le président de la République a ordonné la reconversion des fermes pilotes en unités de production relevant de l'Etat, spécialisées en trois types, à savoir les légumineuses, les graines, les oléagineuses et les arbres oléagineux. Il a salué les efforts consentis par les privés dans le secteur agricole, soulignant leur apport en matière d'augmentation et de diversification de la production et du sens de l'initiative, relève le communiqué. Le président de la République a, également, souligné l'importance d'adopter de nouvelles mentalités, comme condition sine qua non pour opérer une révolution dans le secteur agricole. Dans ce sens, il a été recommandé de définir les objectifs avec précision tout en libérant les initiatives au profit des jeunes nouvellement diplômés qui aspirent au succès dans ce domaine, en les encourageant particulièrement dans les filières légumineuses, d'encourager les unités de production qui ont réussi à développer l'activité agricole et à généraliser leur modèle et s'éloigner, complètement, de

toute politisation du secteur, en l'intégrant davantage dans le technique, au lieu de la gestion administrative et bureaucratique.

Pour ce qui est des statuts et le régime indemnitaire des corps spécifiques de l'éducation nationale, le président de la République a ordonné le report de l'exposé et l'approfondissement de l'étude, afin d'en améliorer le contenu, en tenant compte du fait que l'enseignant est un éducateur avant d'être un fonctionnaire, et ce, en définissant les priorités, selon une vision moderne, qui met la formation qualitative des générations futures au cœur des préoccupations, indique la même source. Soulignant que le président de la République a, en outre, instruit à l'effet d'examiner davantage d'offres et de propositions qui servent le secteur de l'éducation, loin de tous calculs n'ayant aucun trait au domaine éducatif.

Concernant l'état des lieux sur le Hadj 2024, le président de la République a enjoint au ministre du secteur des Affaires religieuses de procéder à une préparation optimale de l'opération. A cette occasion, relève le communi-

qué, le président de la République a décidé que le transport des hadji résidant dans le Sud et l'extrême Sud vers les aéroports de départ vers les Lieux saints, dans les différentes wilayas, sera à la charge de l'Etat.

Dans un autre dossier, le président de la République a ordonné la prise de mesures exceptionnelles pour la wilaya de Bouira, consistant en l'entame des opérations de forage des puits et de prospection des eaux souterraines, en recourant aux techniques et équipements de pointe, pour la première fois depuis l'indépendance, dans la région de Zbarbar, souligne le communiqué, ajoutant qu'il a ordonné d'accélérer les opérations d'exploration de nouvelles sources d'eaux souterraines dans la région de Guetrani à Béchar, afin qu'elles soient exploitables l'été prochain. Le ministre du secteur a été instruit à l'effet de procéder à un suivi minutieux de l'état d'avancement des stations de dessalement de l'eau mer, au niveau national, saluant le progrès accompli sur le plan national en matière de taux d'épuration des eaux usées, conclut le communiqué.

Catastrophes naturelles en Algérie 200 millions de dollars de dégâts durant les trois dernières années

M. Aziza

Le Pr Nazim Sini, expert en économie et enseignant, a révélé, hier, que les coûts des dégâts dus au changement climatique en Algérie, notamment durant les trois dernières années, est estimé à près de 200 millions de dollars. En précisant que les maladies infectieuses ont augmenté de 2,5% durant cette période, avec une baisse de 15% de la productivité des entreprises et 450 habitations détruites par les catastrophes naturelles.

S'exprimant lors de la tenue d'un séminaire sous le thème «L'Assurance : relever les défis des mutations économiques en cours», organisé à l'hôtel Aurassi, par la Compagnie algérienne des assurances (CAAT), il a recommandé aux assureurs d'ajuster leur prix selon les catastrophes et selon les années. Et d'appeler les boîtes d'assurances à augmenter les tarifs des catastrophes naturelles «CAT-NAT», en précisant que le nombre des catastrophes naturelles dû aux changements climatiques et les risques cybernétiques ne cessent d'augmenter, voire se multiplier.

En rappelant que l'année 2023 a été unique, que ce soit pour l'Algérie ou pour d'autres pays du monde, en raison des changements climatiques. Il a affirmé que l'Algérie a connu à l'instar d'autres pays

de la Méditerranée, plusieurs catastrophes naturelles durant l'année 2023. On dénombre 32 catastrophes naturelles, alors que leur nombre ne dépassait pas les 10 catastrophes durant une année complète, il y a dix ans. Il cite les tempêtes et les intempéries enregistrées à Batna, à M'sila, à Constantine et en Kabylie. Il est revenu sur les événements qui ont marqué la wilaya de Tipaza, notamment à Fouka. Notre pays a connu 42 jours de sécheresse et près de 12 jours de canicule d'affilée, durant l'année écoulée. Avec un pic de température enregistré, le 13 juillet 2023, atteignant 51,9 °C à 13 h 45. Un record absolu depuis l'existence des relevés de température en Algérie, souligne-t-il. 150 incendies dans 17 wilayas ont été enregistrés, entraînant la mort de 45 personnes.

Il a appelé les assureurs à sensibiliser les jeunes générations qui seront leurs futurs clients et de revoir leur politique tarifaire pour les catastrophes naturelles et solliciter les pouvoirs publics pour rendre obligatoire l'assurance habitation.

Nacer Saïs, PDG de la Compagnie algérienne des assurances (CAAT), a en réponse aux questions des journalistes, écarté tout augmentation des tarifs de la CAT-NAT. En précisant que tous les pays du monde et tous les assureurs font face aux aléas et aux répercussions

du changement climatique. Il a estimé que ce n'est pas un problème de prix. «On doit s'organiser pour couvrir à la fois les risques qui vont venir du changement climatique en cherchant des capacités, mais aussi aux risques liés au développement technologique». Les sociétés d'assurance, quelles que soient leurs capacités financières, ne pourront jamais couvrir ces risques toutes seules. Il a plaidé pour le renforcement de la solidarité de la réassurance internationale.

Le PDG de la CAAT a affirmé que l'avant-projet de loi régissant l'assurance en Algérie permettra d'organiser davantage le marché de l'assurance, il va ainsi imposer un nouveau climat pour les assurances en Algérie, notamment avec le renforcement du contrôle, en citant la création de l'autorité de régulation qui peut permettre de revoir les prix de l'assurance à leur juste valeur.

Il rassure en affirmant que plusieurs évolutions peuvent être envisagées dans l'avenir, dont une amélioration de l'offre qui s'appuiera sur la mutualisation à grande échelle, par le mécanisme de réassurance au niveau mondial. Un changement dans le rôle des assurés et des entreprises avec de nouvelles obligations, et ce, pour développer des mécanismes efficaces de prévention et de résilience.

Laagab

«La souveraineté numérique en tête de l'agenda de l'Etat»

Le ministre de la Communication, Mohamed Laagab, a affirmé, lundi à Alger, que la souveraineté numérique était en tête de l'agenda de l'Etat, soutenant que sa concrétisation nécessitait la conjugaison des efforts de tous.

Dans une allocution prononcée à l'ouverture des travaux d'un Colloque international sur "La souveraineté numérique de l'Etat : politiques et expériences comparées", organisé par la Faculté des sciences

politiques et des relations internationales de l'Université d'Alger 3, M. Laagab a souligné que la souveraineté numérique "est désormais en tête de l'agenda de l'Etat algérien, ce qui est positif et honorable", soulignant que sa concrétisation "exige la conjugaison des efforts de tous", étant "un processus rude et coûteux".

M. Laagab a insisté sur la nécessité de "faire preuve d'initiative et d'assiduité pour parvenir à la fabri-

cation de l'outil numérique et à la production de contenu, tout en focalisant les efforts sur la protection des citoyens contre les dangers de la désinformation à travers l'espace numérique".

La problématique de la souveraineté numérique des Etats ainsi que ses principaux axes ont été présentés lors de cette rencontre qui a réuni des experts, des enseignants, des représentants d'institutions constitutionnelles, publiques et sécuritaires.

Forum des pays exportateurs de gaz

Un rendez-vous capital pour la stabilité du marché

Le 7e Sommet du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) revêt une importance capitale pour la stabilité du marché gazier, à travers un consensus qui devrait s'établir entre les membres du Forum concernant les formules de vente et les prix, a estimé, lundi à Alger, Lagha Chegrouche, chercheur en économie et géopolitique.

Intervenant sur les ondes de la Radio Algérienne, le docteur Chegrouche a indiqué que ce Sommet, qui se tiendra à Alger du 29 février au 2 mars, revêt un caractère "exceptionnel", vu qu'il regroupera des dirigeants influents sur la scène internationale et sur le devenir du

gaz. Le chercheur a expliqué, dans ce sens, que les membres du GECF "ont le pouvoir de changer les conditions du marché à leur avantage", au vu de la volonté et de l'"entente" qui règne entre eux, précisant que l'"Algérie est le seul pays capable, au cours de ce Sommet, d'assurer cette harmonie" grâce à son expérience en matière de négociations. Et afin de garantir leurs intérêts et surtout leur souveraineté, les membres du Forum vont, a-t-il estimé, défendre les principes du "Take or Pay" (enlever ou payer), ainsi que celui d'un prix "équitable", en favorisant les contrats à long terme et non pas les marchés Spot qui

"n'offrent pas de stabilité", selon lui. Pour cela, M. Chegrouche s'attend, dans son analyse, à ce que le Sommet d'Alger aboutisse à "une plateforme de convergence", qui "ferait son succès" et qui pourrait "donner naissance, dans quelques années, à une entité similaire à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP)". Tout en mettant en avant le "rôle de médiateur" pour lequel est connue l'Algérie, le chercheur a insisté sur le caractère "stratégique", du Sommet d'Alger, du fait qu'il permettra de "définir les règles de concertation technique et stratégique entre les pays producteurs-exportateurs".

Aïn Sefra

Les corps de deux enfants repêchés d'une mare d'eau

Les éléments de la Protection civile ont repêché les corps de deux enfants, âgés de 10 et 11 ans, retrouvés morts dans une mare d'eau à Aïn Sefra, dans la wilaya de Naâma. Par ailleurs, quatre personnes ont trouvé la mort et 135 autres

ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus ces dernières 24 heures à travers le pays, selon la protection civile.

Les secours de la Protection civile sont également intervenus pour prodiguer des soins de pre-

mière urgence à trois personnes incommodées par le monoxyde de carbone émanant d'un chauffage à l'intérieur d'une habitation dans la daïra de Ouassif, wilaya de Tizi-Ouzou, relève le communiqué.

Paix et sécurité en Afrique

Attaf : l'Algérie oeuvrera à élaborer des solutions

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf a affirmé, dimanche depuis Addis-Abeba, que l'Algérie oeuvrera, durant son mandat à la tête du Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (MAEP), à encourager le dialogue et la concertation entre toutes les parties prenantes pour élaborer des solutions favorables au renforcement de la paix et la sécurité dans le continent.

Dans une allocution sur le rapport du Forum des chefs d'Etat et de Gouvernement du MAEP, M. Attaf a transmis ses vives félicitations, au nom du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au Président Julius Maada Bio, pour son rapport exceptionnel présenté lors de la séance.

Lors de son allocution, il a également transmis aux participants «les salutations fraternelles du président de la République qui est très reconnaissant de la précieuse confiance placée en sa personne par ses frères pour diriger le MAEP pour les deux années à venir, dans un contexte régional où se posent des défis qui nécessitent une interaction sage et clairvoyante, mais aus-

si ferme et rigoureuse». «Le recul des valeurs démocratiques sur fond de la dangereuse vague de changements anticonstitutionnels de gouvernements, particulièrement en Afrique de l'Ouest en particulier, justifie le besoin en des mécanismes tels le notre et atteste de la vision clairvoyante ayant conduit à leur création», a affirmé le ministre. «Ce mécanisme a incontestablement prouvé son caractère indispensable et son efficacité et a contribué indubitablement à renforcer les principes de bonne gouvernance dans notre continent», a-t-il soutenu.

M. Attaf a affirmé que «l'Algérie consacrera son mandat pour encourager et intensifier le dialogue, la concertation et la coordination entre toutes les parties prenantes pour cristalliser des solutions africaines aux problèmes africains» par «des solutions émanant de la réalité africaine et tenant pleinement compte de l'environnement extérieur qui nous entoure, tout en renforçant la paix, la sécurité et la stabilité politique et en promouvant le développement économique et la prospérité commune dans notre continent».

Aïn Témouchent

Une tentative d'émigration clandestine avortée

Les services de la Gendarmerie nationale à Aïn Témouchent ont réussi à mettre en échec une tentative de traversée clandestine par mer, avec l'arrestation de 15 individus, a-t-on appris lundi auprès du groupement territorial de ce corps de sécurité.

L'opération, qui a été menée par les éléments de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale de la commune Emir Abdelkader, dans le cadre de la coordination avec la brigade des garde-côtes territorialement compétente, a permis d'avorter cette tentative de traversée clandestine par mer et l'arrestation de 15 indivi-

us, a précisé la cellule de communication. L'opération s'est soldée par la saisie d'une embarcation rigide dotée de moteur, 15 téléphones portables, une somme de 4.815 euros et une autre de 97.000 dinars, selon la même source.

Après l'accomplissement de l'ensemble des procédures légales, les individus arrêtés seront présentés devant le Parquet près le tribunal de Beni-Saf, sous l'accusation du crime de trafic de migrants, dans le cadre d'une bande criminelle organisée, mise en danger de la vie d'autrui et planification d'une sortie illégale du territoire nationale, a-t-on indiqué.

Adrar

Saisie de 194 kg de kif

Les agents de la Douane algérienne ont saisi 194 kg de kif traité dans la wilaya d'Adrar, a indiqué lundi un communiqué de la Direction générale des Douanes (DGD).

"Dans le cadre des efforts conjoints des services opérationnels des brigades douanières et des corps de sécurité, les agents de la brigade douanière mobile relevant des services des inspections divisionnaires d'Adrar (Direction régionale de Béchar), ont procédé suite à une opération conjointe sur terrain avec les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP), de la Gendarmerie nationale et de la Sûreté nationale, à la saisie 194 kg de kif

traité", a précisé le communiqué.

L'opération a également permis la saisie d'un véhicule touristique utilisé pour le transport et le trafic de marchandises prohibées ainsi que l'arrestation de trois individus qui ont été déférés devant les juridictions compétentes, a ajouté la même source. Cette opération "traduit la coordination étroite entre les brigades opérationnelles des douanes et les corps de sécurité dans la lutte contre la contrebande et le trafic des drogues et des psychotropes et contre toute atteinte à la sécurité et à l'ordre publics, ainsi qu'à la santé et à la sécurité des citoyens", conclut le même communiqué.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
République Algérienne Démocratique et Populaire
Wilaya de Mostaganem
DAIRA DE SIDI ALI
COMMUNE DE SIDI ALI
NIF: N°: 096227120131837

Avis d'Appel d'Offre National Ouvert
Avec Exigence de Capacités Minimales N°...03.../2024.

La commune de Sidi Ali, lance un avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales, pour la réalisation des travaux des projets suivants :

Lot n°01 : AMENAGEMENT DU CC RELIANT LA RN 90 AU DOUAR ABABDA SUR 900ML .
Lot n°02 : AMENAGEMENT DU CC N°: 10 RELIANT LA RN 90 AU DOUAR KECHAKCHA SUR 600 M .

entrant dans le cadre des subventions d'équipements et d'investissement de la caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales tranche 2024. Le retrait du cahier des charges dès la parution du présent avis d'appel d'offres auprès de la commune de Sidi Ali (bureau des marchés publics), sise à la rue 1^{er} novembre 54 - Sidi Ali, contre paiement de **5000.00.DA** tel : **045.24.12.81**, Fax : **(045.45.10.80)**.

Capacités Minimales exigées :

1- **Capacités techniques :**

Disposer d'un certificat de qualification et de classification professionnelle « activité principale Travaux Publics catégorie 03 ou plus » en cours de validité.

2- **Capacités professionnelles :**

01 - Le soumissionnaire doit avoir réalisé par ses propres moyens, au moins un projet de travaux routiers de (12.000.000.00 DA) ou plus ou deux projets de plus de (6.000.000.00 DA) chacun séparément de manière à ce que leur total soit égal à : (12.000.000.00 DA) ou plus (Travaux similaires) durant les dix dernières années.

02 - Avoir un ingénieur en travaux publics ou génie civil avec la déclaration de salariés validés par la (CNAS).

Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière.

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » ou « offre financière ». Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres - appel d'offres n°... 03.../2024 des projets suivants :

Lot n°01 : AMENAGEMENT DU CC RELIANT LA RN 90 AU DOUAR ABABDA SUR 900 ML .

Lot n°02 : AMENAGEMENT DU CC N°: 10 RELIANT LA RN 90 AU DOUAR KECHAKCHA SUR 600 M .

1- Le dossier de candidature contient :

Une déclaration de candidature; le soumissionnaire atteste qu'il :

N'est pas exclu ou interdit de participer aux marchés publics conformément à disposition des articles 51 et 66 de la loi 23-12 du 05 aout 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés.

N'est pas en redressement judiciaire et que son casier judiciaire datant de moins de trois (3) mois porte la mention « néant ». Dans le cas contraire, il doit joindre le jugement et le casier judiciaire.

Le casier judiciaire concerne le soumissionnaire lorsqu'il s'agit d'une personne physique, et du gérant ou du directeur général de l'entreprise lorsqu'il s'agit d'une société ;

est en règle avec ses obligations fiscales, parafiscales et envers l'organisme en charge des congés payés et du chômage intérimaires des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique, le cas échéant, pour les entreprises de droit algérien (**mise à jour : CNAS CASNOS CACOBATPH**) ;

est inscrit au registre de commerce en relation avec l'objet du marché (**copie du RC**);

a effectué le dépôt légal des comptes sociaux, pour les sociétés de droit algérien (**attestation de dépôt des comptes sociaux**);

détient un numéro d'identification fiscale, pour les entreprises de droit algérien et les entreprises étrangères ayant déjà exercé en Algérie (**carte fiscale**);

Une déclaration de probité ;

Les statuts pour les sociétés ;

Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise ;

Tout document permettant d'évaluer les capacités du soumissionnaire :

a. Capacités professionnelles : certificat de qualification et de classification professionnelle « activité principale Travaux Publics – catégorie 03 ou plus.

b. Capacités financières : moyens financiers justifiés par les bilans et les références bancaires.

c. Capacités techniques : moyens humains et matériels et références professionnelles.

2- L'offre technique contient :

une déclaration à souscrire ;

tout document permettant d'évaluer l'offre technique et tout autre document exigé en

application des dispositions de l'article 106 conformément de la loi 23-12 du 05 aout 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics .

le cahier des charges portant à la dernière page, la mention « lu et accepté ».

3 - L'offre financière contient :

la lettre de soumission ;

le bordereau des prix unitaires (BPU) ;

le détail quantitatif et estimatif (DQE) ;

La durée de préparation des offres est de : **08 jours** à compter à la première publication dans le Bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP) ou dans la presse.

Le soumissionnaire devra déposer son offre au niveau du Bureau Des Marchés Publics – commune de Sidi Ali avant **14h: 00** h heure limite de dépôt des offres, dans un délai de : **huit (08) jours** à compter de la date de la première parution du présent avis dans la presse ou BOMOP.

L'ouverture des plis techniques et financiers aura lieu au siège de commune de Sidi Ali à **14H: 00mn**, correspond au dernier jour de la durée de préparation des offres. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

La durée de validité des offres est égale à la durée de préparation des offres augmentées de **03 mois**.

Le présent avis d'appel d'offres tient lieu d'invitation aux soumissionnaires pour assister à l'ouverture des plis.

Sidi Ali le 10.5 FEV 2024
Le Président D'APC .

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE MOSTAGANEM
DIRECTION DE L'ADMINISTRATION LOCALE
SERVICE DE PLANIFICATION ET SUIVI DES PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT
BUREAU DES MARCHES PUBLICS

DEUXIEME (02) AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE
DE CAPACITES MINIMALES N° : .../2024
NIF : 096527019000141

La direction de l'administration locale de la Wilaya de Mostaganem, lance la deuxième (02) avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales pour l'APPROVISIONNEMENT EN DENREES ALIMENTAIRES AU PROFIT DE LA WILAYA DE MOSTAGANEM POUR L'ANNEE 2024 :

> Lot 02 : Boucherie (Viande Rouge fraîche et Viande Blanche Fraîche).

Avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales conformément à l'article 39 de la loi N°23-12 du 05/08/2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics et aux dispositions de l'article 44 du décret présidentiel n°15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, concerne toute personne physique ou morale répondant aux conditions d'éligibilité suivantes :

1- **Capacités professionnelles :**

-Ayant un registre de Commerce de gros ou détail en viande et en volailles fraîches et disposant un local commercial au niveau du territoire de la Wilaya de Mostaganem et les moyens nécessaires pour pouvoir honorer ses engagements et ce, conformément aux dispositions du présent cahier des charges.

2- **Capacités techniques :**

-Ayant au moins Un (01) référence professionnelle dans des projets similaires (marché ou deux conventions) d'un montant > 12.000.000.00 da) durant les dix (10) dernières années délivrées par les maîtres de l'ouvrage publics portant l'objet et le montant de l'opération.

3- **Capacités financières :**

- Ayant un Chiffre d'Affaires cumulé durant les 03 dernières années égale ou supérieur à ≥ 4.000.000,00 DA visé par les services des impôts.

Les soumissionnaires ou leur représentant légal et intéressés par le présent avis, peuvent retirer le cahier des charges auprès de la direction de l'administration locales-service de planification et de suivi des programmes de développement –bureau des marchés publics « siège de la wilaya », contre paiement de la somme de 2 000.00 DA non remboursable au niveau « Bureau de régisseur de Wilaya ».

Les offres doivent obligatoirement être accompagnées des pièces réglementaires conformément à l'article 67 du décret présidentiel N° 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et délégations de service public.

1-1- **Dossier de candidature doit contenir :**

1- la déclaration à candidature, renseignée, datée et signée, Dans la déclaration de candidature,

2- la déclaration de probité, établie suivant le modèle annexé, renseignée, datée et signée,

3- la copie de l'extrait du registre de commerce, à l'original par le centre national du registre du commerce (C.N.R.C) ou copie du registre de commerce électronique,

4- la copie à l'original des statuts, pour les personnes morales,

5-Attestation d'Identification Bancaire (RIB);

6- la copie de la carte d'identification fiscale (N.I.F),

7- la copie de l'attestation de mise à jour des cotisations C.A.S.N.O.S, valide à la date d'ouverture des plis.

8- la copie de l'attestation de mise à jour des cotisations C.N.A.S, étayée par la copie certifiée conforme à l'original de l'état nominatif ou numérique des salariés, signé par le soumissionnaire à la date d'ouverture des plis.

9- Extrait de rôle apuré ou avec échéancier moins de Trois (03) mois avec griffé du receveur comportant tous les impositions délivrées par les services des impôts valable pendant la date d'ouverture

10- copie de l'attestation du dépôt des comptes sociaux de l'année 2021 auprès du C.N.R.C, si Ets commercial (E.U.R.L, S.A.R.L, S.N.C, S.P.A),

11- les copies des bilans financiers des trois (03) dernières années (2020, 2021 et 2022) visés par les services fiscaux compétents,

12- Références professionnelles dûment justifiées par des attestations de bonne exécution des 10 dernières années délivrées par les maîtres de l'ouvrage publics dans des projets similaires portant l'objet et le montant de l'opération.

13- les pièces des documents attestant des moyens détenus, détaillées comme suit :

a- **Moyen de transport :** copies des cartes grises + assurances en cours de validité ou Pv d'huissier ou acte notarié, établies au nom du soumissionnaire ou, le cas échéant, copies des contrats de location notariés des véhicules qu'il aura loués pour toute la durée du marché pour assurer l'acheminement des commandes.

b- **Moyens d'emménagement :** copie de l'acte notarié ou acte de location ou PV de l'huissier de justice établie au nom du soumissionnaire ou le cas échéant.

1-2 **Offre Technique doit contenir :**

1- la déclaration à souscrire, établie suivant le modèle annexé, renseignée, datée et signée,

2- Tout document permettant d'évaluer l'offre technique : Mémoire technique justificative,

3- le présent cahier des charges, revêtu de la signature et du cachet du soumissionnaire,

1.3-**Offre financière doit contenir :**

1- La lettre de soumission conforme au modèle annexé au présent cahier des charges datée et signée et remplie

2- Le bordereau des prix unitaires

3- Le devis quantitatif et estimatif

Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique, une offre financière comme suite :

Les dossiers de candidatures, offres Techniques et offres financières doivent parvenir sous trois (03) enveloppes séparées,

comportant dénomination du soumissionnaire ainsi que les mentions suivantes : enveloppe n° 01 : dossier de candidature en un exemplaire; enveloppe n°02 : offre technique en un exemplaire ; -enveloppe n°03 : offre financière en un exemplaire.

Les trois offres doivent être introduites dans une enveloppe extérieure cachetée et anonyme, avec mention suivante :

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION LOCALE DE LA WILAYA DE MOSTAGANEM
DEUXIEME (02) AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE
DE CAPACITES MINIMALES N° : .../2024

OPERATION : APPROVISIONNEMENT EN DENREES ALIMENTAIRES AU PROFIT DE LA WILAYA DE MOSTAGANEM POUR L'ANNEE 2024:

> Lot 02 : Boucherie (Viande Rouge et Viande Blanche Fraîche).

«Soumission à ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres»

- Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant (105) jours à compter de la première parution pour la Validation des offres.

- la durée de préparation des offres est fixée à quinze (15) jours à partir de la première parution dans l'opération publique (BOMOP) et la presse nationale.

Le délai de dépôt des offres est fixé au dernier jour de la durée de préparation des offres à

13h00, si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légale, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

-Les soumissionnaires sont informés que l'ouverture des plis (Technique et financière) aura lieu en séance publique le jour de la date limite de dépôt des offres au niveau de la salle de réunion de la direction de l'administration locale (siège de la Wilaya de Mostaganem) 13H30.

Fait à : Mostaganem ; Le 07 FEV 2024
LE WALI

OUM EL BOUAGHI

Plus de 18 millions en fausse monnaie interceptés

Les éléments du groupement territorial de la gendarmerie nationale d'Oum El Bouaghi ont saisi 91 billets de banque falsifiés (coupures de 2.000 DA) avec l'arrestation de 3 individus suspects, selon un communiqué de ce corps de sécurité.

S'inscrivant dans le cadre de la protection de l'économie nationale, l'opération a été menée suite à l'exploitation des informations parvenues au groupement territorial de la gendarmerie nationale, via le numé-

ro vert (1055), auprès d'un propriétaire d'une station services victime d'une escroquerie de la part d'un chauffeur de camion qui a lui proposé une somme d'argent de 4.000 dinars.

Mais après avoir soupçonné que les billets de banque de cette somme d'argent étaient falsifiés, un plan de sécurité a été immédiatement mis en place à travers le territoire de compétence pour rechercher le camion, qui a été ensuite intercepté à l'entrée

Nord de la commune de Fekirina, a fait savoir la même source.

Après avoir pris les mesures sécuritaires nécessaires et la fouille du camion, les gendarmes ont découvert 89 billets falsifiés et arrêté le conducteur du véhicule ainsi que ses deux accompagnateurs, âgés de 35 et 57 ans, selon le même communiqué.

Une enquête a été ouverte sur cette affaire, en attendant la présentation des suspects devant les instances judiciaires.

EL TARF

OPGI : 106 milliards de centimes de loyers impayés



A. Ouelaa

Les créances détenues par l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) auprès de ses locataires, s'élèvent à 106 milliards de centimes dont 40 milliards sont concentrés dans la partie Ouest de la wilaya dans les communes de Dréan, Chebaita Mokhtar, Besbes et Ben M'hidi, selon le Directeur de l'OPGI.

Selon notre interlocuteur, tous les moyens pour régler le problème à l'amiable n'ont pas abouti. Les locataires en question ne se sont toujours pas acquittés de leurs loyers auprès de cet organisme dont le patrimoine s'élève à des dizaines de milliers de logements, répartis dans plus de vingt

communes. Dans bon nombre de cas, le recours à la justice est inévitable. Et de s'interroger: « pourquoi on n'hésite pas à s'acquitter de sa facture d'électricité et on évite de payer le loyer, une somme dérisoire ? »

Une autre problématique et pas des moindres, à laquelle est exposé ce patrimoine. Il s'agit des dégradations de l'étanchéité, des parties communes, de la peinture des façades et des escaliers qui s'effritent, du moins dans les immeubles qui ont été attribués depuis plus de vingt ans. En ce sens, dira le même responsable, la taxe d'habitation perçue auparavant permettait d'engager des opérations d'entretien. Ce n'est plus le cas depuis quelques années, après la déci-

sion de l'Etat d'affecter cette taxe aux communes. Mais jusque-là rien n'a été entrepris par ces communes, malgré les incessantes réclamations des locataires qui se plaignent de la dégradation de leurs immeubles. Ceci étant dit, les habitants du bloc 64 de la cité des 1300 logements n'ont pas attendu qu'on leur vienne en aide. En effet, grâce aux cotisations de ses locataires et même propriétaires, ils ont refait les escaliers, les parties communes, la peinture de la façade, l'étanchéité, éliminant du coup les infiltrations d'eau. Des travaux effectués bénévolement par deux habitants retraités de cet immeuble. Un bel exemple de civisme qui a suscité le respect et de l'administration du voisinage.

SÉTIF

Journées du théâtre arabe : plusieurs troupes couronnées

Le jury des 2èmes journées du théâtre arabe clôturées dimanche soir à la maison de la culture Houari Boumediene de Sétif a décerné les prix de la manifestation partagés par plusieurs troupes au niveau très proche.

La Tunisie a décroché les prix de «la meilleure scénographie» et de «la meilleure mise en scène» revenu au réalisateur Mohamed Kouass pour la pièce «Hadja Oukhra» tandis que les prix du «meilleur texte» et «meilleure interprétation féminine» a été décerné à l'écrivain irakien Ghazi Mithal pour la pièce «Azrail» et la comédienne irakienne Boshra Ismael pour son rôle dans cette même pièce.

Le prix de «la meilleure interprétation masculine» a été attribué en ex aequo au tunisien Yahia Faïdi et l'irakien Bassim Mohamed.

Le prix de «la meilleure interprétation masculine prometteuse» a été également remis en exaequo à Neza Sahnoune pour son rôle dans «Hallak Ichbilia» (Annaba) et Ziad El Hadrami du Sultanat d'Oman pour son rôle dans «El Gharib oua Ennakib». Le prix de la meilleure interprétation féminine a été décerné à l'algérienne Hadjer Kernit pour son rôle dans la pièce «Hallak Ichbilia». Le prix du «meilleur spectacle» a été remplacé dans cette édition par plusieurs prix

sur décision du jury composé de plusieurs experts arabes dont l'Algérien Ahd Rezg (président), l'Algérienne Samira Sahraoui, l'Égyptienne Safa Leïla et l'Irakien, Amer Ahmed. Le jury a recommandé à l'avenir d'avantage de publicité pour le festival et l'ouverture des candidatures à l'échelle arabe. La cérémonie de clôture a donné lieu à la présentation en hors compétition de la pièce «Awdat El Hajaj» du réalisateur, Nabil Benseka en hommage à son parcours artistique en théâtre. La cérémonie de clôture s'est déroulée en présence de plusieurs artistes arabes et algériens, du directeur de la culture et du président de l'APC de Sétif, Hamza Belayat, qui a estimé que la manifestation contribue au développement de la production théâtrale nationale et arabe et à la solidarité avec les causes arabes.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

10 chaâbane 1445				
El Fedjr 06h05	Dohr 13h02	Assar 16h07	Maghreb 18h36	Icha 19h55



BOUIRA

Près de 6.000 logements attribués

Près de 6000 logements, tous types confondus, et aides à l'habitat rural, ont été distribués dimanche à leurs bénéficiaires issus de plusieurs communes de la wilaya de Bouira, lors d'une cérémonie tenue à l'occasion de la commémoration de la journée du Chahid. Au cours de cette cérémonie qui s'est déroulée en présence de la présidente du Croissant rouge algérien (CRA), Ibtissam Hamlaoui, le wali Abdelkrim Laâmourî en compagnie de responsables de la wilaya, ont procédé à la remise des attestations d'attribution au profit des bénéficiaires.

Au total, 5977 logements, dont 3910 aides à l'habitat rural et 1099 unités de type so-

cial, ont été distribués, outre 150 logements promotionnels aidés et 818 unités de type AADL, a précisé à l'APS le directeur du logement, Abdelhakim Debah. Intervenant lors de cette cérémonie, le wali a salué le travail accompli par les commissions de daïras pour la distribution de ces logements à leurs bénéficiaires, à l'image de celle de Lakhdaria, invitant les commissions d'autres daïras à faire de même. L'opération de distribution s'est déroulée dans une ambiance de fête.

Les bénéficiaires, issus des différentes communes dont Lakhdaria, El Adjiba, Ath Laâziz, Bechloul, El Asnam, M'Cheddallah, ont exprimé leur joie lors de cette cérémonie.

Un centre d'accueil du CRA à Aïn Bessam

Un nouveau centre d'accueil, au profit des nécessiteux et des sans-abri du Croissant rouge algérien (CRA) a été inauguré, dimanche, en fin d'après-midi à Aïn Bessam.

Le centre a été inauguré par la présidente du CRA, Ibtissam Hamlaoui, qui a souligné que «la structure comporte une pharmacie gratuite destinée aux familles démunies, un restaurant, ainsi qu'un espace d'hébergement pour les passants et les sans-abris, particulièrement durant le mois de ramadhan».

Elle a saisi l'occasion pour souligner l'importance qu'accorde le CRA à la wilaya de Bouira, où cette organisation caritative a «entamé l'installation de commissions communales du CRA, notamment à M'Cheddallah», annonçant la mise sur pied «bientôt» de structures similaires dans d'autres communes.

Lors d'un point de presse tenu en marge de sa visite à Bouira, Mme Hamlaoui a fait part, par ailleurs, du lancement, cette semaine, des opérations de solidarité du CRA avec le coup d'envoi de caravanes vers la région du sud-ouest du pays.

La même responsable a fait savoir, en outre, que le CRA a mis en place un plan de solidarité devant couvrir 58 wilayas du pays. «Ces opérations portent sur la distribution d'aides allant de 1.000 à 2.000 colis, pour toutes les wilayas du pays, sans parler des autres actions de solidarité qui seront menées au niveau local par les comités de wilayas», a-t-elle souligné.

Avec l'approche du mois sacré de Ramadhan, Mme Hamlaoui a informé, également, de l'ouverture de 200 restaurants Errahma cette année, révélant que «la nouveauté de cette année est l'ouverture des restaurants dans les centres frontaliers, notamment dans l'Est du pays ainsi qu'à Tamanrasset et In-Guezam», a-t-elle précisé à la presse.

Mme Hamlaoui a aussi fait savoir que l'organisation qu'elle préside s'apprête à mettre en œuvre son programme de solidarité visant à prendre en charge quelque 20.000 orphelins à travers plusieurs wilayas du pays.

EL OUED

Saisie de produits cosmétiques destinés à la contrebande

Les éléments de la Gendarmerie nationale de la wilaya d'El Oued ont arrêté un individu et saisi une quantité considérable de parfums, de produits cosmétiques et de charbon pour narguilé, selon un communiqué de ce corps sécuritaire.

«La brigade territoriale de Gendarmerie nationale de Kouinine a mené une opération qualitative après l'exploitation d'informations signalant une voiture suspecte. A l'issue de la fouille du véhicule en question, une quantité considérable de produits destinés à la contrebande, essentiellement des parfums et des produits cosmétiques ainsi que du char-

bon pour narguilé, ont été saisis», précise la même source.

Après achèvement des procédures légales et la perquisition du domicile du suspect, note le communiqué, il a été procédé à la saisie «d'une arme artisanale de 7e catégorie, de plus de 1000 unités de produits cosmétiques, de 7200 unités de charbon pour narguilé», d'une somme d'argent estimée à plus de 30 millions de centimes et du véhicule utilisé dans la contrebande, outre l'arrestation du mis en cause. Une fois l'enquête terminée, «le mis en cause sera présenté devant le procureur de la République du tribunal de Guemar», lit-on dans le communiqué.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

10 chaâbane 1445				
El Fedjr 05h52	Dohr 12h48	Assar 15h54	Maghreb 18h23	Icha 19h41



Le wali met en garde contre toute spéculation sur le logement social 2.500 unités, toutes formules confondues, distribuées dimanche

A l'occasion de la commémoration de la Journée nationale du chahid qui coïncide avec le 18 février de chaque année, un quota de 2.500 logements, toutes formules confondues, a été distribué, avant-hier, à travers plusieurs daïras de la wilaya d'Oran.



K. Assia

Celui-ci comprend une tranche de 1.116 logements publics locatifs (LPL) destinés aux demandeurs de la formule dite à points, 1.120 logements sociaux destinés aux occupants du vieux bâti dont les immeubles sont classés dans la catégorie rouge et aussi aux occupants des bidonvilles. Outre le logement public locatif, il a été procédé à la distribution de 264 logements LPA. Dans ce registre et tout en soulignant les efforts consentis dans l'éradication de l'habitat précaire et dans l'amélioration du cadre de vie des habitants, le chef de l'exécutif a précisé que ce quota de 2.500 logements a touché toutes les daïras dont 500 logements publics locatifs à Gdyl, Misserghine et aussi la commune d'Oran. Dans la continuité de ces opérations, le wali d'Oran a indiqué qu'après le relogement de 1.300 familles de Ras El Ain au pôle urbain de Oued Tlélat et la démolition des constructions illicites, il sera procédé, dans les deux jours à venir, au relogement d'une seconde tranche de 800 familles toujours de Ras El Ain, ce qui portera le nombre global de logements distribués au profit des familles de Ras El Ain

à 2.100. Ces relogements vont se poursuivre jusqu'à l'éradication du dernier bidonville ou habitation vétuste, a promis le chef de l'exécutif, demandant aux familles de Sbika, Mouala et autres de patienter. Il rappelle le travail mené avec la direction du logement et la direction de l'urbanisme pour accélérer la cadence des travaux. Par ailleurs, pour ce qui est des ventes par désistement des logements à caractère public locatif sur les réseaux sociaux, le wali a été ferme condamnant toute pratique spéculative. Il met en garde tout contrevenant à la loi. En effet, «tout logement social attribué et non encore occupé par son propriétaire à des fins de location ou de vente sera récupéré par les autorités locales», a-t-il indiqué et d'ajouter que «ces comportements ne reflètent en aucun cas les efforts de l'Etat. Le logement social est destiné aux familles dans le besoin et non à la spéculation». Une commission, composée de plusieurs directions dont l'OPGI, le logement, le cabinet du wali, l'APC et la daïra, a été mise en place afin de s'enquérir de la situation de tous les logements non occupés ou destinés à la location ou la vente. A l'exception de certains cas qui seront acceptés notamment pour certains

bénéficiaires qui ne peuvent déménager, au courant de l'année pour des raisons liées à la scolarisation de leurs enfants; toute situation douteuse concernant ces logements locatifs publics sera tirée au clair. Les autorités locales ont décidé de sévir contre les bénéficiaires qui préfèrent louer ou vendre leurs logements alors que ceux-ci ont été attribués pour être occupés conformément à la loi qui régit cette formule, a noté le chef de l'exécutif. Il promet, à ce titre, que tous ces logements non occupés à des fins de location ou de vente seront évacués et remis à d'autres bénéficiaires, un procédé jugé légal et conforme aux textes réglementaires. Une opération de contrôle et de vérification est lancée afin de mettre à nu tous ces dépassements qui concernent cette formule de logement et les résultats de cette enquête seront communiqués une fois le travail ficelé, a noté le wali d'Oran. Notons que parmi les bénéficiaires des logements LPL distribués avant-hier, il y a des personnes aux besoins spécifiques et des agents de nettoyage. Notons aussi que cette cérémonie s'est déroulée au siège de la mosquée Abdelhamid Ibn Badis, en présence des autorités civiles et des bénéficiaires de ce programme.

EHU 1^{er} Novembre

Plus de 700 nouveaux cas de cancer enregistrés en 2023

J. Boukraa

En 2023, l'Hôpital universitaire 1^{er} Novembre 1954 à Oran a été fortement sollicité pour la prise en charge du cancer, avec près de 700 nouveaux cas enregistrés, dont 412 concernaient des femmes. La plupart des patients, principalement âgés de plus de 50 ans, venaient d'Oran et des régions avoisinantes, comme l'a rapporté la cellule de communication de l'Etablissement hospitalier universitaire (EHU). Les cancers les plus fréquents chez les femmes étaient ceux du sein, de l'utérus et du côlon, tandis que chez les hommes, le cancer du poumon, souvent associé au tabagisme, était le plus répandu, suivi du cancer du côlon et du rectum. En parallèle, l'hôpital a réalisé en 2023 un total de 11.369 examens médicaux, dont 7.525 ont été effectués pour des femmes. De plus, 9.811 séances de chimiothérapie ont été administrées, dont 6.297 étaient spécifiquement dédiées aux femmes. No-

tons que les dépistages précoces ont une très grande importance dans la prévention de certains cancers. Ils permettent un diagnostic plus précoce de la tumeur et par conséquent, la mortalité, les douleurs, et les traitements parfois lourds, tels que les chimiothérapies, peuvent parfois ainsi être évités ou réduits. Le plus souvent, ce n'est pas la douleur qui permet de déceler un cancer : une tumeur n'est en elle-même pas douloureuse. Les principaux facteurs d'augmentation de la charge cancéreuse comprennent l'exposition accrue aux facteurs de risque connus tels que le tabagisme, la sédentarité, la mauvaise alimentation, l'usage nocif de l'alcool et la pollution environnementale. Les mutations épidémiologiques et démographiques en cours font partie des autres facteurs qui contribuent à l'alourdissement du fardeau du cancer. Malheureusement, le nombre de nouveaux cas de cancer continue d'augmenter, nécessitant la mise en place de mesures pour une meilleure prise en charge des patients.

Dans ce contexte, la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) a lancé un appel aux personnes atteintes de cancer non couvertes par une assurance sociale pour qu'elles se rendent à la structure CNAS la plus proche afin de déposer leur dossier en vue d'obtenir la carte Chifa. Cette initiative s'inscrit dans le cadre des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. La carte Chifa permet aux bénéficiaires d'accéder gratuitement aux médicaments prescrits dans les pharmacies conventionnées grâce au système du tiers payant.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER				
BELKACEM Sadoun Belkacem, 85 ans, Habib Bouakeul				
BOUAMRANE Rachid, 85 ans, El Hassi				
BENSAADA Boulenuar, 70 ans, St Antoine				
BOUDINAR Mostapha, 57 ans, avenue des Martyrs				
Horaires des prières pour Oran et ses environs				
10 chaâbane 1445				
El Fedjr 06h21	Dohr 13h17	Assar 16h24	Maghreb 18h53	Icha 20h11

Après les rendements encourageants de l'année dernière La culture de tournesol fait des émules

Houari Barti

Un peu plus d'un mois nous sépare du lancement de l'opération de semis de tournesol dans la wilaya d'Oran. Une opération qui devra voir l'intégration de nouveaux agriculteurs de la wilaya à cette nouvelle filière agricole qui se déploie dans le cadre d'une stratégie visant le développement des cultures oléagineuses, devenu désormais un enjeu stratégique en Algérie. Cet engouement attendu s'explique par les résultats plus qu'encourageants réalisés l'année dernière avec un rendement considéré parmi les plus importants à l'heure actuelle à l'échelle nationale. En effet, l'expérience pilote oranaise de la culture de tournesol, effectuée l'année dernière entre avril et octobre, sur une superficie de 110 hectares à Oued Tlélat, a réussi à réaliser un rendement de 35 quintaux par hectare, selon les responsables des secteurs agricoles à Oran. Une performance qualifiée «d'encourageante» comparée aux résultats obtenus dans d'autres régions du pays.

A titre de comparaison, dans la wilaya de Guelma, une opération pilote similaire réalisée sur une superficie de 10 hectares a réalisé un rendement de 30 quintaux par hectare, alors qu'à El Hadjar, dans la wilaya de Annaba, sur une superficie plantée de 7 hectares, l'on a obtenu un rendement de 31 quintaux par hectares.

Le rendement réalisé à Oran s'explique en grande partie par le mode d'irrigation, utilisé à travers le recours à trois rampes pivots, mais aussi et surtout à la faveur de l'accompagnement technique fourni aux agriculteurs et la disponibilité de tous les moyens nécessaires à la réussite de ce type de plantes oléagineuses. A ce propos, il importe de souligner que la société spécialisée en agriculture stratégique «Phyto Biochem» d'Alger, a conclu des contrats avec l'agriculteur oranais qui est à la tête de la ferme pilote, dans le cadre de l'agri-

culture contractuelle, pour lui fournir les semences, les pesticides, les herbicides, les antiparasites et les engrais, tout en lui apportant un accompagnement technique du semis à la récolte. La société susmentionnée s'engage également à récupérer les graines de tournesol auprès des agriculteurs et à les envoyer ensuite à l'opérateur économique, qui réalise à son tour le processus d'extraction des huiles. Il est à noter que les pouvoirs publics envisagent de consacrer plus de 45.000 hectares à la culture des oléagineux (tournesol et colza).

Selon le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, ces superficies devraient augmenter progressivement au fil des années, avec un rendement escompté de 20 quintaux à l'hectare. Se référant aux données du système d'information géographique (SIG), la même source soutient que le pays dispose d'une superficie globale de près de 700.000 hectares utiles pour la culture du colza et de plus de 600.000 hectares pour le tournesol, ce qui permettrait d'augmenter davantage les surfaces affectées aux cultures oléagineuses.

S'agissant des mesures financières incitatives pour le développement de cette filière, et qui permettrait, à terme, à l'Algérie de produire ses propres graines oléagineuses destinées à la transformation agro-industrielle. Il importe de savoir que pour encourager les acteurs du secteur à adhérer à ce programme ambitieux, les pouvoirs publics accordent des primes de production de 3.000 DA par quintal aux agriculteurs individuels et aux fermes pilotes. Une prime qui passe à 3.500 DA pour les agriculteurs structurés en coopératives agricoles.

Par ailleurs, une prime d'intégration de 500 DA par quintal est accordée aux unités de transformation disposant d'un contrat avec les producteurs, afin de les inciter à introduire des graines oléagineuses produites localement pour la production de l'huile végétale.

Forêt d'El Menzah Rassemblement pour jeunes randonneurs à partir de jeudi

La Direction de la jeunesse et des sports d'Oran (DJS), en coordination avec une association des automobiles classiques, organise du 22 au 24 février un rassemblement des jeunes passionnés de randonnées et de camping au niveau de la forêt d'El Menzah (ex-Canastel), a annoncé dimanche cette instance. Un programme riche et diversifié a été établi par les initiateurs de ce rassemblement, organisé sous l'égide du wali d'Oran, Saïd Sayoud, ajoute-t-on de même source. Quelque 300 participants sont attendus pour prendre part à cette manifestation dédiée aux passionnés de voitures anciennes, de randonnées en VTT et de randon-

nées pédestres, représentant 25 wilayas du pays, précise-t-on. Deux objectifs ont été fixés pour cette rencontre des jeunes, à savoir la promotion des sports de montagne et les échanges entre les jeunes, en plus de tisser des relations entre les jeunes Algériens des différentes régions du pays, explique la cellule de communication de la DJS. L'événement débutera, le vendredi 23 février, par une cérémonie d'ouverture officielle dans la forêt d'El Menzah, à partir de 10h00, avant le lancement des différentes activités programmées, dont des randonnées pédestres et des circuits VTT au niveau de la montagne «El Qahr» (ex-montagne des Lions), une exposition de voitures anciennes dans la forêt d'El Menzah, une campagne de boisement, et une rencontre de football, avant de retourner au camping implanté dans le même espace forestier. Une caravane de voitures classiques sera organisée, le lendemain, depuis la forêt d'El Menzah jusqu'au mont Murdjadjou, selon le programme en question.

TIARET

Alimentation en eau potable : la cote d'alerte

«Avec une chute du niveau de remplissage du barrage de Ben Khadda jusqu'à 1,2%, soit près de 430.000 M3, la wilaya de Tiaret se trouve dans la zone rouge et nous ne sommes pas loin de déclencher le plan ORSEC», a alerté le wali Ali Bouguera.



El-Houari Dilmi

En effet, lors d'une visite qui l'a menée dimanche au barrage de Benkhedda, principal pourvoyeur en eau potable de la ville de Tiaret et des communes limitrophes, avec ce niveau critique atteint par le barrage, la population de la ville de Tiaret est approvisionnée un jour sur sept en moyenne, presque du jamais vu de mémoire de Tiarétien.

Prises de vitesse par le temps à une vingtaine de jours du ramadhan où les besoins en eau se font plus importants, les autorités locales tentent de trouver des solutions provisoires en attendant des jours meilleurs. C'est ainsi que trois forages forés dans le région de Tounina, vont alimenter la ville de Tia-

ret dans un délai de 10 jours, en attendant l'entrée en production d'ici la mi-ramadhan de quatre autres forages captés depuis l'oued Mina. Selon les explications fournies au wali par le directeur des ressources en eau, l'alimentation de la ville de Tiaret devrait être renforcée d'ici l'été prochain avec le lancement de l'avis d'appel d'offres pour le transfert pour un volume journalier de 10.000 M3 des eaux à partir du bassin hydrographique de Chott Chergui. La commune de Mechraâ Sfa où est implanté le barrage Ben Khadda est paradoxalement elle aussi confrontée à une pénurie d'eau potable, décision a été prise sur place par le wali pour autoriser des bienfaiteurs à forer des puits pour approvisionner la population locale.

L'HÔPITAL « YUCEF DAMARDJI » À SEC

Le plus grand établissement hospitalier de la wilaya, l'EPH « Youcef Damardji », est lui aussi confronté à un manque accru dans l'alimentation en eau potable dont les installations et les malades en ont grand besoin. Le directeur de l'EPH, interrogé par le « Quotidien d'Oran », a déclaré qu'une autorisation a été délivrée par les services concernés pour le forage de deux puits à l'intérieur de l'hôpital, une « solution provisoire » en attendant la régularisation du niveau d'alimentation en eau potable à partir du réseau public, puisque l'établissement dispose de quatre baches d'eau qui couvrent les besoins de l'EPH.

TLEMCEN

Une caravane médicale pour les populations isolées

Khaled Boumediene

Une caravane médicale a été lancée, par la direction de la santé et de la population (DSP) de Tlemcen, dans le cadre de la célébration de la Journée nationale du Chahid. Le coup d'envoi de cette caravane médicale composée de 12 ambulances médicalisées a été donné dimanche par le wali de Tlemcen, Youcef Bechlaoui, en présence du président de l'APW, Djilali Bensaoula, et des autorités civiles et militaires de la wilaya. « L'objectif de cette caravane est de sillonner les localités d'El-Abed, Oued Zitoun, Bouhlou, Fallaoucène, Béni-Boussaid, Tadjemout, Béni-Khellad, Honaine et Dar Yaghomrassen afin d'effectuer des examens médicaux, le dépistage et élargir l'hospitalisation à domicile au niveau de zones lointaines. L'équipe médicale est composée d'une cinquantaine de personnes, entre personnel médical et paramédical, qui ont été mobilisées pour apporter des soins aux populations nomades isolées. Il s'agit aussi de développer les soins à domicile au profit de ces habitants qui sont con-

frontés à de nombreuses problématiques sanitaires. L'hospitalisation à domicile est une forme d'hospitalisation à temps plein dans laquelle les soins sont prodigués à domicile », a expliqué le DSP de Tlemcen, Mohamed Amier. Et de souligner que « la wilaya de Tlemcen dispose d'un système de santé plutôt efficace et performant. Il est cependant indispensable d'organiser ce genre d'initiatives afin de faire bénéficier les populations de l'offre de soin existante, et d'apporter le soutien et consolider les prestations médicales de proximité dans les localités isolées de la wilaya notamment à travers les localités steppiennes reculées dans le sud de la wilaya, et des localités de l'ouest, du nord et de l'est de la wilaya, sachant que les conditions climatiques de la steppe et des hauts sommets de la wilaya peuvent être particulièrement rudes durant l'hiver et l'été ».

Si l'on prend en compte le relief montagneux, les conditions climatiques, et la distance de plus de 60 km des centres de santé ou des EHS locaux, l'accès aux soins est un véritable challenge pour certains habitants vivant dans des zones re-

culées de la wilaya. De nombreux accouchements se font encore au domicile avec tous les risques que cela entraîne, et le dispensaire de certaines localités rurales ne disposent que d'une infirmière et de très peu de moyens. Ces actions d'hospitalisation à domicile permettent, selon le DSP, de renforcer le dépistage précoce dans les localités, et de réaliser un suivi régulier des pathologies chroniques et des grossesses ainsi qu'un planning familial.

Par ailleurs, lors de cette Journée du Chahid, les autorités se sont recueillies au cimetière national de Hennaya, à la mémoire des martyrs de la guerre de libération nationale. Après la pose d'une gerbe de fleurs devant la stèle commémorative et la récitation de la Fatiha du Saint Coran à la mémoire des Chouhada, le wali de Tlemcen a présidé une cérémonie de baptisation d'une école de la cité des 800 logements du nom du regretté moudjahid, Mohamed Touati, avant de rendre visite au moudjahid Djelloul Benallal, et à la veuve de Chahid, Mme Kadja, née Benzaim Zahra à hai Khémisti de Hennaya.

CHLEF

Un accompagnement pour les porteurs de projets

Abbad Miloud

La faculté des sciences humaines et sociales de l'université Hassiba Benbouali de Chlef, en collaboration avec l'union nationale des journalistes et médias algériens et l'incubateur des affaires de l'université, a organisé, à l'occasion de la célébration de la journée nationale du chahid qui coïncide avec la date du 18 février, une rencontre avec les étudiants à la salle de conférences qui était pleine à craquer. Plusieurs communications ont été animées par des enseignants-chercheurs venus des universités d'Alger et Oran en plus de ceux de Chlef. Les orateurs ont sensibilisé les étudiants présents sur le fait que tout diplômé ou même étudiant dans n'importe quelle filière

peut être demandeur d'un projet de création de sa propre entreprise économique. Ils ont assuré que pour les porteurs de projets, l'accompagnement et la formation sont acquis. Les sessions de formation sont assurées par des enseignants universitaires spécialisés dans le domaine de l'entrepreneuriat.

A la fin du cursus de formation, un certificat de formation est délivré aux concernés et qui leur permet d'obtenir un financement dans le cadre de l'agence de soutien et de développement de l'entrepreneuriat de toutes catégories. De même, cinq chantiers de travail ont traité différents thèmes. En fin de journée, des recommandations faites par une commission installée à cet effet, ont été lues aux participants.

SIDI BEL ABBÈS

Congrès de l'enseignement médical continu le 21 février

La wilaya de Sidi Bel Abbès abritera le 16ème Congrès national de l'enseignement médical continu, les 21 et 22 février en cours, selon les services de la wilaya.

La même source a indiqué que ce Congrès médical, organisé par la Société algérienne d'Asthmologie, d'allergologie et d'immunologie clinique en coordination avec le professeur Douaki El Habib, député, verra la participation de médecins et spécialistes en provenance de plusieurs wilayas du pays.

Des ateliers de formation seront organisés, lors de cette manifestation scientifique, au profit du personnel médical, avec

la participation de l'Université "Djillali Liabes", la direction de la Santé et de la population, et du Centre hospitalo-universitaire "Abdelkader hassani", sachant que les résultats attendus de cette rencontre médicale contribueront au renforcement de la formation médicale au niveau national, selon les mêmes services.

Dans ce contexte, toutes les dispositions ont été prises pour cette conférence médicale, qui sera organisée sous l'égide du wali, Samir Chibani, au niveau de la salle de conférences relevant de l'Université "Djillali Liabes", a-t-on indiqué de même source.

MASCARA

Opération pilote pour le Recensement général de l'agriculture

Une opération pilote pour le recensement général de l'agriculture (RGA) a débuté, dimanche, à partir de la commune de Oued Taria, a-t-on appris du directeur local des Services agricoles (DSA).

L'opération, dont le lancement a été supervisé par les autorités locales de la daïra de Oued Taria, concerne sept circonscriptions totalisant 1.324 exploitations agricoles, individuelles et collectives (EAI/EAC), a précisé à l'APS Mohamed Djebiri.

L'objectif de cette opération, qui s'étalera sur une durée de 15 jours, dont le suivi sera assuré par la Commission de wilaya chargée du recensement général agricole, est d'identifier les potentialités de toutes les exploitations agricoles activant dans diverses filières, en recueillant des données et des informations précises relatives à leurs activités et à leurs potentiels respectifs.

Elle est appelée, également, à actualiser les données relatives aux équipements et aux matériels agricoles dont dispose la commune de Oued Ta-

ria, ainsi qu'à identifier son patrimoine animalier et les capacités d'irrigation de la région.

Le même responsable a fait savoir que le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a retenu Oued Taria comme commune pilote, parmi six autres collectivités locales du pays, pour la mise en œuvre de l'opération nationale relative au recensement général de l'agriculture.

Il convient de signaler que 14 agents de recensement, choisis parmi les agents de la DSA, de la Conservation des forêts et de la commune de Oued Taria, ont été mobilisés pour concrétiser cette opération, qui vise également à évaluer l'efficacité des capacités humaines et matérielles devant être mobilisées pour le recensement général de l'agriculture.

Elle est également destinée à "tester" les aptitudes des agents recenseurs, qui ont bénéficié d'une session de formation, organisée les 7 et 8 février en cours, ainsi qu'à évaluer l'action de la Commission de wilaya chargée de la préparation et du suivi du RGA, a rappelé la même source.

AIR ALGÉRIE



VOLS NATIONAUX

Vol Heure

MARDI

Oran - Alger	06h00
Oran - Alger	08h05
Oran - Alger	14h40
Oran - Alger	22h00
Oran - Constantine	13h15
Oran - Adrar	21h30

MERCREDI

Oran - Alger	06h00
Oran - Alger	08h05
Oran - Alger	15h00
Oran - Alger	17h20
Oran - Alger	22h00
Oran - Elbayadh	07h15
Oran - Bechar	10h15
Oran - Timimoune	11h00
Oran - Constantine	16h55
Oran - H.Messaoud	15h55

JEUDI

Oran - Alger	06h00
Oran - Alger	08h05
Oran - Alger	13h55
Oran - Alger	15h00
Oran - Alger	18h35
Oran - Alger	18h45
Oran - Alger	21h50
Oran - Ouargla	08h00
Oran - Tamanrasset	09h00
Oran - El Oued	13h20
Oran - Annaba	23h10
Oran - Adrar	22h00

VENDREDI

Oran - Alger	06h00
Oran - Alger	08h05
Oran - Alger	11h00
Oran - Alger	15h00
Oran - Alger	22h00
Oran - Timimoun	08h00
Oran - Tindouf	09h00
Oran - H. Messaoud	14h30

SAMEDI

Oran - Alger	06h00
Oran - Alger	08h05
Oran - Alger	14h40
Oran - Alger	18h50
Oran - Alger	22h00
Oran - Béchar	08h10
Oran - Annaba	13h20
Oran - Ghardaïa	14h00

DIMANCHE

Oran - Alger	06h10
Oran - Alger	08h05
Oran - Alger	14h35
Oran - Alger	21h00
Oran - Alger	21h45
Oran - Mecheria	08h00
Oran - Tindouf	11h05
Oran - Adrar	12h20

LUNDI

Oran - Alger	06h00
Oran - Alger	08h05
Oran - Alger	15h00
Oran - Alger	20h45
Oran - Alger	22h30
Oran - Constantine	08h00
Oran - Adrar	10h20
Oran - Annaba	13h15
Oran - Béchar	13h30

TRAIN - SNTF



DÉPART ARRIVÉE

ORAN - ALGER

06h10	11h15
08h00	12h00
10h00	14h04
14h00	19h25
17h00	21h07

ALGER - ORAN

06h10	11h25
08h00	12h00
10h35	15h10
14h00	19h26
17h00	20h59

ORAN - ARZEW

05h00	05h48
08h30	09h15
13h40	14h20
17h05	17h53

ARZEW - ORAN

06h30	07h22
09h30	10h15
15h00	15h45
18h30	19h18

ORAN - Aïn Témouchent

08h10	09h15
13h30	14h35
17h02	18h07

Aïn Témouchent - ORAN

05h57	07h04
10h27	11h34
15h00	16h04

ORAN - TLEMCEN

12h50	15h12
16h00	18h32

MLEMCEN - ORAN

05h40	08h09
10h00	12h22

MLEMCEN - MEGHNA

17h00	18h23
-------	-------

MEGHNA - MLEMCEN

05h00	06h06
06h00	07h24

ORAN - SBA

17h10	18h32
-------	-------

SBA - ORAN

05h30	06h47
-------	-------

ORAN - CHLEF

11h30	13h56
16h00	18h13

CHLEF - ORAN

14h15	16h37
-------	-------

ORAN - RELIZANE

17h30	19h03
-------	-------

RELIZANE- ORAN

05h45	07h32
-------	-------

ORAN - SAIDA

14h40	17h13
-------	-------

SAIDA - ORAN

07h18	10h10
-------	-------

ORAN - BECHAR

10h20	17h11
21h00	07h45

BECHAR - ORAN

06h00	13h10
22h00	07h44

THÉÂTRE RÉGIONAL D'ORAN

Mardi 20 février au TRO



Jeudi 22 février au TRO

Samedi 24 février
au TR Mostaganem



INSTITUT FRANÇAIS

Projection / débat
La balle de la dignité...



La balle de la dignité

Voyager dans la mémoire du football algérien

Mardi 21 février - 18h00 À IF d'Oran

Débat avec Nazim Bessol

Le cinéaste Rachid Diger a réuni des images d'archives et recueilli des témoignages pour retrouver les sources du football algérien et conter son histoire, qui épouse celle de son pays.

CINÉ/DÉBAT

«PLONGÉE ET REQUINS»

Jeudi 22 février - 18h00 À IF d'Oran

Les requins étaient très abondants lorsque la Méditerranée était poissonneuse. La pêche excessive a entraîné leur déclin au point que, aujourd'hui, la moitié des espèces sont menacées d'extinction. Pourtant, l'écosystème marin est beaucoup plus résilient et plus riche quand ils sont présents. Leur retour signifierait un renouveau de l'ensemble de la faune marine. François Sarano vous emmène plonger à leurs côtés pour mieux les comprendre.

Conférences & Rencontres

«La médiation du livre :
vers une nouvelle
forme de lecture ?»

Samedi 24 Février 14h00 - IF à Oran

Notre médiathèque en partenariat avec le groupe «Lire, survivre» vous invite à plonger dans le monde fascinant de la littérature lors de la prochaine conférence « La médiation du livre : vers une nouvelle forme de lecture ? »

NUMÉROS UTILES

SAMU 31 (Oran) : 041.40.31.31
CHU Oran : 041.41.22.38

- 19 : RENSEIGNEMENT
- 14 : Pompiers / 17 : POLICE secours
- 1548 : POLICE Nationale
- 1055 : GENDARMERIE nationale
- 1021 : POMPIERS / Protection civile
- 1070 : Alerte INCENDIES
- 1054 : GARDE-CÔTES
- 1023 : DOUANE Algérienne
- 112 : SOS sécurité

MÉTÉO

AUJOURD'HUI

DEMAIN

ORAN

Peu nuageux
Max.19-Min.9



Peu nuageux
Max.21-Min.9



MOSTAGANEM

Peu nuageux
Max.18-Min.11



Peu nuageux
Max.17-Min.9



TLEMCEN

Ensoleillé
Max.16-Min.9



Ensoleillé
Max.17-Min.10



MASCARA

Peu nuageux
Max.17-Min.5



Peu nuageux
Max.18-Min.6



TIARET

Ensoleillé
Max.14-Min.3



Peu nuageux
Max.14-Min.5



CHLEF

Ensoleillé
Max.19-Min.9



Peu nuageux
Max.19-Min.11



BÉCHAR

Peu nuageux
Max.22-Min.7



Ensoleillé
Max.22-Min.6



ALGER

Peu nuageux
Max.18-Min.10



Ensoleillé
Max.17-Min.9



CONSTANTINE

Pluie
Max.12-Min.7



Peu nuageux
Max.13-Min.4



ANNABA

Vent
Max.15-Min.9



Peu nuageux
Max.16-Min.7



COURRIER EXPRESS

EL MOUNAKASSA EL DJAZAÏR

Tél : 0560 06 95 01 / 0560 06 95 03
0560 05 60 00 / 0559 70 26 61

KAZI TOURS

ALGER

-Bab Ezzaouar: 0770 91 38 06

0560 27 51 59 / 0560 91 40 67

-Aïn Naâdja : 0770 616532 / 0560 270009

-Gare Routière Kharrouba : 0770347421

Oran: 0770 61 65 31 / 0560 27 54 02

0770 33 91 32 / 0770 33 91 14

Saida : 0560 90 86 18 / 048 41 31 57

Mascara : 0560 27 05 72 / 0560 26 62 91

SBA: 0560 275248/0561 611482

Mostaganem : 0770948973 / 0560277359

Relizane : 0560 27 08 41

COTATIONS HEBDOMADAIRES

Billets	Achat(DA)	Vente(DA)
1 USD	132,31	140,39
1 EUR	144,03	152,85
1 GBP	168,38	178,72
100 JPY	89,58	95,07
1 CHF	153,26	162,69
1 CAD	97,86	103,87
1 DKK	19,32	20,50
1 SEK	12,70	13,48
1 NOK	12,66	13,44
1 AED	36,02	38,22
1 SAR	35,28	37,44
1 KWD	430,14	456,54
1 TND	43,05	43,48
1 CNY	18,74	18,74

Chèque de voyage	Achat	Vente
1 USD	133,65	140,39
1 EUR	145,50	152,85
1 GBP	170,09	178,72
100 JPY	90,49	95,07
1 CHF	154,82	162,69
1 CAD	98,85	103,87
1 SEK	12,83	13,48

Inter-Régions (Ouest)

Lutte acharnée entre le MC Saïda et l'IRB El Kerma

Le MC Saïda et l'IRB El Kerma (Oran) semblent avoir scellé en leur faveur le sort de la course à l'accession en Ligue deux, après avoir dominé le championnat inter-régions du groupe Ouest. Le MCS et l'IRBEK ont terminé cette première partie de leur championnat à la première place avec 38 points chacun, loin devant le troisième au classement, en l'occurrence le WA Tlemcen qui en compte 27 et un match en moins. Dans une poule composée, entre autres, de pensionnaires ayant déjà évolué parmi l'élite, la formation de Saïda, qui a perdu sa place en Ligue 2 à l'issue de l'exercice passé, a déjà affiché ses ambitions pour retourner vite dans l'antichambre de l'élite. Pourtant, rien ne prédisait que les "Vert et Rouge" réussissent un parcours aussi positif au regard des gros problèmes qu'ils ont vécu

durant l'intersaison. Au cours de cette période, le club s'était retrouvé sans président ni bureau exécutif. Il a fallu l'intervention des autorités locales pour désigner un directeur, à sa tête l'ancien président du «Mouloudia», Bellahcen Belhazil, pour remettre de l'ordre dans la maison et permettre le lancement des préparatifs du nouvel exercice. Malgré ces aléas, cette équipe est parvenue à réaliser un parcours presque sans faute au cours de la phase aller, en gagnant 12 matchs, contre deux nuls et une seule défaite. Lors de cette première manche du championnat, le MCS s'est illustré aussi par une attaque de feu qui a marqué 33 buts, et une défense solide qui n'en a encaissé que 3. Deux compartiments qui étaient les meilleurs dans leurs registres respectifs.

Quant à l'IRBEK, cette formation de la banlieue oranaise a été

tout simplement la surprise de la poule Ouest, après avoir terminé l'aller comme co-leader avec le MCS. Sous la houlette du jeune entraîneur, Bouazza Fahem, l'ancien joueur de plusieurs clubs de l'élite et qui en est à sa première expérience sur le banc d'une équipe seniors, l'IRBEK compte également 12 victoires, contre deux nuls et une seule défaite. L'attaque des Oranais a inscrit 28 buts, alors que leur défense en a concédé 10. Des statistiques somme toute encourageantes pour une équipe que personne n'avait donné cher de sa peau avant le début de cette saison. S'accrochant à son rêve d'accéder en deuxième palier, l'IRBEK devra faire face à une rude concurrence de la part du MCS, étant donné que seul le premier de chacune des six poules qui composent le championnat inter-régions accèdera en Ligue 2 en fin d'exercice.

JSM Skikda

L'entraîneur Yessaâd Lotfi quitte la barre technique

L'entraîneur de la JSM Skikda, Yessaâd Lotfi, a démissionné de son poste, a-t-on appris de la direction du club sociétaire de l'Inter Régions "Est". Cette information a été confirmée dans la page officielle Facebook du club. On croit savoir que les responsables

du club skikdi et le désormais ex-coach ont trouvé un terrain d'entente pour une séparation à l'amiable. La raison ? Selon notre source, l'entraîneur Yessaâd Lotfi a écopé d'une suspension de six mois ce qui n'arrange pas évidemment les affaires du club.

C'est ce qu'a contraint les deux parties ont préféré une solution dans l'intérêt de l'équipe. A présent, les dirigeants de la JSM sont à la recherche d'un nouveau responsable technique pour prendre les destinées de l'équipe jusqu'à la fin de saison.

Judo/Open Africain d'Alger

La sélection nationale termine à la deuxième place

La sélection algérienne (mesieurs/dames) de judo s'est contentée de la deuxième place au classement final du tournoi international «Open Africain d'Alger», clôturé avant-hier à la coupole du complexe Olympique Mohamed Boudiaf, avec un total de 32 médailles (5 or, 8 argent et 19 bronze), derrière la Tunisie, avec 21 médailles (11 or, 3 argent et 7 bronze). La sélection algérienne a glané 14 médailles au cours de cette deuxième et dernière journée de compétition (3 or, 3 argent et 8 bronze), qui s'ajoutent au 18 glanées la veille (2 or, 5 argent et 11 bronze). Les médailles d'or de dimanche ont été l'œuvre d'Abdelhamid Zmit (-81 kg), Abdallah Fala (-100 kg) et Mohamed El Mahdi Lili (+100 kg), alors que celles de la première journée avaient été glanées par Kais

Moudather (-66 kg) et Wail Ezzine (-73 kg), au moment où huit de leurs compatriotes se sont contentés de l'argent. Les cinq médaillés d'argent lors de la première journée de compétition sont Aymen Denni (-60 kg), Ayoub Benlaribi (-66 kg) et Mahfoud Zerrouk (-73 kg) chez les messieurs, ainsi que Faiza Aïssahine (-52 kg) et Amina Rezzoug (-63 kg) chez les dames.

Enfin, les 19 bronzes algériennes ont été gagnées par Abderraouf Guerbaâ (-60 kg), Abderrahim Lalioui (-60 kg), Amine Chenafa (-66 kg), Djeddi Oussama (-73 kg), Abdelkader Amrouche (-73 kg), Houria Kaddour (-48 kg), Cherine Abdellaoui (-52 kg), Rania Nait Amara (-52 kg), Hala Zerrouk (-57 kg), Chaïma Kaddour (-63 kg) et Fatima Zahra Necibi (-63 kg), glanées lors de la première journée et

qui s'ajoutent aux huit après. Leurs artisans ont été Lokmane Daroul (-90kg), Sarah Soukane (-70 kg), Islam Bouyemout (-100 kg), Bouchra Sadi (-78 kg), Sonia Asselah (+78 kg), Abdelkader Fettouh (+100 kg), Imad Aghilès Benazoug (-81 kg) et Ahmed Rebahi (-81kg). Organisé les 17 et 18 février à la Coupole du Complexe Olympique Mohamed Boudiaf, la compétition a drainé la participation de 150 judokas (100 messieurs et 50 dames), représentant 19 pays, des cinq continents.

Outre les pays africains, la compétition a enregistré la participation de certaines nations venues des quatre coins du monde, notamment, des Etats-Unis, du Canada, de la Nouvelle Zélande, de la Bulgarie, de la Grande Bretagne et de la Thaïlande.

Boxe / JO 2024

L'Algérie annoncée au Tournoi Busto Arsizio en Italie

Les organisateurs du Tournoi International «Busto Arsizio» de boxe, prévue du 3 au 11 mars prochain à Varèse, en Italie, ont annoncé la participation de l'Algérie aux côtés de plusieurs autres pays arabes dans une édition, qui est une des étapes qualificatives aux prochains Jeux Olympiques d'été de Paris-2024. Outre l'Algérie, les organisateurs ont annoncé la présence, entre autres de l'Irak, la Tunisie, Qatar, la Jordanie, la Palestine, Bahreïn et Emirats arabes unis. Au total, 668 athlètes, représentant 114 pays des quatre coins du monde participeront à cet événement, qui propose pas moins de 49 billets pour les olympiades parisiennes : 28 chez les messieurs et 21 chez les dames. Les pugilistes

qui n'auront pas la chance de se qualifier à Varèse bénéficieront d'une ultime opportunité d'aller à Paris à travers le Deuxième Tournoi Mondial, prévu au mois de mai prochain à Bangkok, et qui mettra en jeu une cinquantaine de billets supplémentaires, entre messieurs et dames.

IMÈNE KHELIF EN STAGE DE PRÉPARATION EN FRANCE

La boxeuse algérienne Imène Khelif a effectué un stage de préparation du 10 au 17 février, dans la région des Ardennes (France), en prévision des prochains Jeux Olympiques d'été, prévus à partir de la fin juillet 2024 à Paris. La native de Tiaret (24 ans)

a jeté son dévolu sur la Maison départementale des sports, située à Bazeilles, dans les Ardennes, et qui a été labélisée Centre de préparation pour les prochaines olympiades. Outre une salle de boxe et une salle de musculation, les hôtes de Khelif ont mis à sa disposition trois boxeuses, en guise de sparring-partners, pour l'aider à «croiser les gants» pendant sa préparation. Khelif, qui avait décroché la cinquième place chez les dames de moins de 63 kilos aux Olympiades de 2021 à Tokyo (Japon) est dirigée par l'entraîneur Mohamed Chaoua. La boxeuse algérienne devrait revenir dans le même Centre, au mois de juillet prochain, pour peaufiner sa préparation en prévision des JO.

Les Verts de l'Europe

Turquie: Atal signe ses débuts avec Adana Demirspor

L'international algérien, Youcef Atal, a signé ses grands débuts avec sa nouvelle formation d'Adana Demirspor, lors du match nul décroché sur le terrain d'Alanyaspor (3-3), en match comptant pour la 26e journée du championnat turc.

Pour son premier match avec son nouveau club, Atal (27 ans) a été titularisé par l'entraîneur Hikmet Karaman, et a pris part à l'intégralité de la rencontre.

A l'issue de ce résultat, Adana Demirspor reste scotché à la 10e place au classement avec 32 points, alors qu'Alanyaspor rejoint Ankaragucu, Hatayaspor, Kayserispor avec 29 points chacun. Atal s'est engagé avec Adana Demirspor lors du mercato d'hiver pour un contrat qui s'étale jusqu'à la fin de la saison, en provenance du club français de l'OGC Nice.



A six mois de la fin de son contrat avec la formation azuréenne, le latéral droit de l'équipe nationale a préféré changer d'air pour avoir du temps de jeu et surtout relancer sa carrière.

Belgique: 17e but d'Amoura avec l'Union Saint-Gilloise



L'attaquant international algérien de la Royale Union Saint-Gilloise, Mohamed Amine Amoura, a signé dimanche son 17e but en championnat belge, lors de la victoire décrochée sur le terrain de KV Courtrai (3-1), à l'occasion de la 26e journée. L'attaquant algérien s'est de nouveau illustré en contribuant à la victoire de son équipe, inscrivant le troisième but des siens d'un tir croisé en pleine surface (53e) avant de céder sa place à dix

minutes de la fin (80e). Côté Courtrai, le milieu international algérien Abdelkader Kadri a pris part à l'intégralité de la rencontre. Une nouvelle réalisation en championnat qui permet à Amoura d'atteindre la barre de 17 buts en «Pro League», et surtout revenir à trois longueurs du Togolais Ahoueke Steeve Kevin Denkey (Cercle Bruges) qui compte 20 réalisations. L'ancien joueur de l'ES Sétif compte également deux buts inscrits en Ligue Europa.

Aissaoui a passé sa visite médicale avec le CSKA Moscou

Selon une source bien informée, Ahmed Aissaoui a passé sa visite médicale avec succès avec le CSKA Moscou. Arrivé à Antalya en Turquie, où l'équipe russe est en train de se préparer pour la deuxième partie de saison, le jeune milieu de terrain de l'USM Alger a accepté un bail de cinq saisons avec le CSKA Moscou. Dans ce dossier, le club al-

gérois va récupérer un joli pactole. Les deux parties se sont entendues autour d'un transfert à 250.000 dollars. Les "Rouge et Noir" conserveront également un pourcentage à la revente. Considéré comme l'un des cadres de l'EN des moins de 20 ans, Ahmed Aissaoui a tapé dans l'œil des dirigeants russes lors d'un tournoi UNAF de sa catégorie en Tunisie.

France : Ounas confirme



Le LOSC, sous la houlette des deux Algériens Bentaleb et Ounas, a crucifié la formation du Havre qui a confirmé son irrégularité. Adam Ounas, qui a enchaîné les bonnes prestations et les titularisations avec Lille, a été titularisé lors de ce match et il s'est montré d'ailleurs à la

hauteur des attentes de son entraîneur après avoir contribué aux trois buts de son équipe qui l'emportera 3 à 0 en provoquant même le penalty. Ounas a été remplacé la 66'. En revanche, Nabil Bentaleb, également sorti à la 66', a réalisé une prestation tout juste moyenne.

Du monument historique au patrimoine culturel Radioscopie d'un processus

Sous les auspices de la Charte de Tripoli de juin 1962, pour une conception nouvelle de la culture ⁽¹⁾, fondée sur le triptyque «national, révolutionnaire et scientifique», il était attendu la réalisation d'une rupture avec un ordre colonial révolu, qui aurait garanti la cohérence d'une démarche révolutionnaire, celle d'un peuple libéré du joug colonial.

Par Mourad Betrouni*

Néanmoins, devant l'urgence et la nécessité d'assurer et de garantir la sécurité juridique du pays, la première Assemblée constituante de l'Algérie indépendante avait décidé de reconduire, jusqu'à nouvel ordre, la législation française en vigueur au 31 décembre 1962 ⁽²⁾.

Cette décision était motivée par des « circonstances [qui] n'ont pas encore permis de doter le pays d'une législation conforme à ses besoins et à ses aspirations. Mais il n'est pas possible de laisser le pays sans loi... C'est pourquoi, il y a lieu de reconduire la législation en vigueur au 31 décembre 1962, sauf dans ses dispositions contraires à la souveraineté nationale... » ⁽³⁾.

Remis dans le contexte, le point de vue du juriste Maître Ahmed Mahiout, sur la question est utile à rappeler : « C'est une position de bon sens car on ne peut pas, du jour au lendemain, remplacer le droit colonial et il faut un certain temps pour mener à bien une opération de cette ampleur... Néanmoins, on peut être surpris de voir ainsi un pays sortant d'une guerre longue et meurtrière chausser en quelque sorte les bottes juridiques de la puissance coloniale, se tourner vers les codes, les lois et les règlements français pour leur donner effet, surtout que ces instruments ont constitué un arsenal du droit de la répression qui a sévi en Algérie, notamment pendant la période de la guerre de libération » ⁽⁴⁾.

La première législation algérienne avait ainsi reconduit le dispositif juridique français, dans sa forme et son contenu, ses cadres de référence, ses catégories de pensée, ses concepts et notions, pour réaliser « techniquement », le transfert de souveraineté. Le droit français a été repris comme source principale du droit, à l'exclusion du statut personnel, des successions, des donations et des biens wakfs, qui demeurèrent régis par le droit musulman.

Le fait paradoxal dans cette opération est que le patrimoine culturel «indigène », qui participe fondamentalement de la sphère coutumière, n'est pas éligible au dispositif juridique français, car indivis et donc antagonique et concurrent du droit civiliste romano-germanique.

UNE LOI POUR LES FOUILLES ET LA PROTECTION DES SITES ET MONUMENTS HISTORIQUES ET NATURELS (1967)

La séparation entre le droit civiliste français et le droit coutumier musulman est actée par la production, en 1967, du premier texte législatif relatif aux fouilles et à la protection des sites et monuments historiques et naturels. L'intitulé même de ce texte, pris sous la forme d'une ordonnance, est significatif du souci de codification et d'administration de l'Héritage culturel (sites et monuments historiques et naturels, fouilles archéologiques) par le système juridique français.

Comment le législateur algérien allait-il garantir la neutralité de cette

ordonnance et y extirper « les dispositions contraires à la souveraineté nationale et celles qui sont d'inspiration colonialiste ou discriminatoire ou portant atteinte aux libertés démocratiques ». D'aucuns avaient considéré que l'ordonnance de 1967 n'avait qu'une incidence technique sur l'Héritage culturel.

En, effet, devant l'absence d'un corpus de savoir en matière de droit, d'histoire et d'archéologie, le législateur algérien n'avait pas d'autres choix que d'endosser les lois françaises dans leur versant technique, pensant que le transfert pouvait se réaliser, du moins dans un premier temps, par une simple transposition de missions, d'édifices et d'équipements. L'ordonnance de 1967 avait reconduit l'essentiel de l'arsenal juridique français, dans la cohérence de ses articulations thématique et chronologique, consubstantiellement à l'historiographie juridique française, qui remonte jusqu'à la révolution de 1789 ⁽⁵⁾.

Il est entendu, ici, qu'avant 1962, l'Algérie était considérée comme département français, s'inscrivant dans la cohérence d'un même processus historique, et cela depuis la première loi de 1887 sur les monuments historiques, qui disposait dans son article 16 (chapitre IV) sur les dispositions spéciales à l'Algérie et aux pays de protectorat, que « dans cette partie de la France, la propriété des objets d'art ou d'archéologie, édifices, mosaïques, bas-reliefs, statues, médailles, vases, colonnes, inscriptions qui pourraient exister, sur et dans le sol des immeubles appartenant à l'État ou concédés par lui à des établissements publics ou à des particuliers, sur et dans les terrains militaires, est réservée à l'État » ⁽⁶⁾.

Ceci nous mène à nous interroger sur les aspects de doctrine, sur le recueil des avis de juristes, de spécialistes et autres documents de référence, qui ont permis cette translation, d'une situation juridique française, jadis destinée à une population coloniale d'Algérie, de droit civiliste, à une autre situation juridique, relative à un peuple nouvellement indépendant, de tradition communautaire et relevant d'une temporalité coutumière.

Au-delà de ses mécanismes opérationnels, l'ordonnance de 1967 a cette singularité d'avoir endossé le quadrillage départemental de l'Algérie coloniale, sans le Sahara. Un découpage territorial arrimé à un Atlas archéologique (Cf. Stéphane Gsell), qui consacre la partition du pays en deux entités distinctes : une Algérie du Nord, marquée par l'omniprésence des sites et monuments romains et un Sahara dit « territoires du sud », une surface dix fois plus grande, où la romanisation n'a pu s'établir. La ville de Messaâd constituant la limite d'extension vers le Sud des traces romaines.

La circonscription archéologique n'allant pas au-delà de cette limite. Le Sahara ne sera jamais soumis au régime des circonscriptions archéologiques, un No man's land archéologique, où l'absence de traces puniques, romaines, vandales, byzantines, ottomanes, interdisait tout ancrage territorial. L'arrêt du 26

avril 1949, précisant le mode de création en Algérie des circonscriptions territoriales pour la surveillance des gisements archéologiques et préhistoriques ⁽⁷⁾ et l'article 7 de l'ordonnance de 1967 disposant : « Le territoire national est divisé en circonscriptions archéologiques... ».

La France ne pouvait se déjuger, en remettant en cause son principal argument lors des négociations des Accords d'Evian : « le vide saharien ». Pour elle : « L'Algérie n'a jamais étendu sa souveraineté sur les territoires du Sahara. Ses occupants ou ses conquérants ne s'y sont jamais installés, qu'il s'agisse des Romains ; des Vandales, des Byzantins, des Turcs.

Les deux territoires [Algérie-Sahara] n'ont été réunis sous la même souveraineté qu'au moment où la France a occupé le Sahara. Il était alors une terre sans maître et aucun lien historique n'existait entre l'Algérie et le Sahara », en ajoutant que « Le Sahara est distinct de l'Algérie car il est le vide... » ⁽⁸⁾.

Alors que dans la partie nord de l'Algérie, le transfert de souveraineté se réalisait dans le cadre des mécanismes juridiques et instruments administratifs préexistants, en plus d'un accompagnement technique, prévu par un accord de coopération, arrivé à termes en 1968, le Sahara s'est trouvé, de fait, en dehors de ce processus, car non inscrit dans un maillage juridique et institutionnel.

Il est exclu de toute cadastre administrative, fondée sur l'héritage culturel (circonscriptions archéologiques, classement en monuments historiques). Un déficit de patrimonialisation chronique, qui ne sera pas résorbé, non pas par manque de volonté politique, mais par absence de mécanismes idoines d'appropriation d'un patrimoine, dont les caractéristiques n'épousent pas le format classique des monuments historiques. C'est dans le registre de parcs nationaux, relevant du droit de l'environnement et non du patrimoine culturel, que le Sahara sera pensé, tels les parcs nationaux du Tassili N'Ajjer et de l'Ahaggar.

L'ordonnance de 1967 s'est confortablement installée, pendant une trentaine d'années (1967-1998), dérogeant même à l'exigence de la loi du 05 juillet 1973, qui mettait fin, à compter du 05 juillet 1975, à la loi de reconduction de la législation française. Il faut bien reconnaître que dans son énoncé et ses mécanismes, elle présente une cohérence remarquable, qui procède d'un riche corpus juridique dans les domaines de l'archéologie et des sites et monuments historiques et naturels ainsi que d'une jurisprudence substantielle en matière de domanialité publique et de règle d'inaliénabilité, les deux clés du système de protection.

Or, et c'est là, la pierre d'achoppement, toutes ces caractéristiques juridiques et opérationnelles son applicables à une Algérie, pensée sous le prisme du département français. Il est bien certain que dans cette acception, cette ordonnance a bien servi la protection des fouilles, des monuments et sites historiques et naturels.

UNE LOI DU PATRIMOINE CULTUREL (1998)

En 1998, l'ordonnance de 1967 est remplacée par une loi portant protection du patrimoine culturel. Elle a la qualité et la force d'avoir été adoptée par une Assemblée pluraliste (deux Chambres), en réalisant, sur le plan politique, une rupture avec l'ordre ancien, par l'établissement d'une jonction entre le patrimoine culturel et la société. Ce

n'est plus une loi des sites et monuments, mais une loi du patrimoine culturel de la nation. Elle répond à une commande politique et une attente sociale.

Le patrimoine culturel est envisagé, désormais, dans la perspective d'une production sociale et d'une construction collective. Cette nouvelle réalité commandait de revisiter le système juridique en vigueur, dans sa philosophie et surtout dans ses mécanismes, en remobilisation le droit coutumier, dans la perspective d'une Algérie totale et intégrale, ce qui ne fut pas le cas. Tout en exprimant la reconnaissance du patrimoine culturel de la Nation, cette loi est demeurée enchâssée dans l'armature de l'ordonnance de 1967, en reproduisant ses outils et ses mécanismes, non plus dans leur cohérence et leur continuité jurisprudentielle, mais comme artefacts, désarticulés et détachés de tout ancrage.

Les notions de «classement», d'«ouverture d'instance de classement», de «monument historique», de «zone de protection», d'«inventaire général des biens culturels», d'«inscription à l'inventaire supplémentaire », de « secteur sauvegardé », qui constituent la charpente métallique du système juridique français, depuis la révolution de 1789, et qui relèvent d'une codification « spécifiquement » française, sont reprises, en leur état, dans la loi n°98-04.L'ambiguïté et la difficulté sont d'autant plus grandes, lorsque cette loi est traduite en arabe – version officielle opposable – dans une terminologie qui la décharge complètement de son contenu notionnel, particulièrement codifié ⁽⁹⁾.

Porter un regard critique sur le processus de translation du colonial au post colonial et du transfert, d'abord mental et psychologique, de l'objet (monument) au sujet (patrimoine), c'est nécessairement ajuster les outils d'examen et d'analyse à la nature des objets et des sujets sollicités, qui peuvent recouvrir de multiples facettes, allant du champ scientifique et technique à ceux juridiques, politique et idéologique.

POUR UNE PERSPECTIVE DES BIENS CULTURELS

Dans cette contribution nous avons voulu convoquer le sujet non pas dans le seul registre politique, celui du recouvrement de la souveraineté, mais dans celui, aussi, technique, d'appropriation des infrastructures, des équipements et du mobilier archéologique, support d'une identité et d'une mémoire recouvrées. L'acte de diagnostic, à une première échelle d'observation, consiste à analyser et évaluer le sujet dans ses différents compartiments, la fouille, la recherche scientifique, la protection et la conservation, la restauration, la valorisation, la patrimonialisation des biens archéologiques mobiliers et immobiliers, les musées et les politiques et stratégies envisagées.

C'est un vaste chantier et un exercice fort complexe, surtout dans le cas de l'Algérie, dont la géographie et l'histoire sont singulières (Cf. patrimoine saharien). Un exercice où l'on doit se placer dans de deux postures différentes voire antagoniques : la première, celle d'un contexte colonial, qui a duré 132 ans (1830-1962), marqué par des politiques et des stratégies de fabrication d'une mémoire et d'une conscience coloniales, pour justifier et légitimer la possession française de l'Algérie, avec un corpus documentaire, conceptuel et terminologique des plus fournis, et la seconde, correspondant à un contexte national, dans

lequel l'Algérie indépendante est appelée à rétablir, réhabiliter et restaurer son identité et sa conscience nationales.

Depuis l'ordonnance de 1967 et la loi de 1998, les champs politique, économique, social et culturel ont été traversés par des transformations notables voire des mutations, tout particulièrement le passage d'une économie administrée à une économie libérale, commandant un réexamen et une reformulation des politiques et des stratégies, dans le sens d'une plus grande ouverture et flexibilité, or le champ du patrimoine culturel est demeuré enchâssé dans une armature juridique qui l'empêche de produire les ressorts nécessaires à la construction d'un droit national (doctrine juridique, outils conceptuels et méthodologiques). La difficulté de réaliser ce saut qualitatif réside dans la prégnance d'un dispositif bloquant : Le « Monuments historique », pierre d'achoppement, qui maintient solidement les liens de filiation entre les terrains juridiques français et algérien.

Sortir du Monument historique pour accéder au patrimoine culturel, passe nécessairement par une déconstruction de tout un édifice notionnel et la construction d'un nouveau bâti avec d'autres matériaux de construction. Il se dégage, alors, la nécessité de repenser le sujet sous le prisme de l'historiographie nationale, en allant au-delà de la notion de « patrimoine », trop subjective voire insaisissable, pour accéder à des significations juridiques plus précises et mesurables, en investissant d'avantage dans le champs juridique des « biens culturels », mieux identifiables et appropriables et moins chargés. Des pays à forte charge patrimoniale, comme l'Italie, ont des lois qui protègent, d'abord, les biens culturels. Une piste de réflexion qui permet, par ailleurs, d'ouvrir le spectre à une approche archéologique ancrée à un territoire total et intégral.

*Dr.

Renvois

- (1) Charte de Tripoli de juin 1962, texte fondateur de la République algérienne démocratique et populaire.
- (2) Lo n°52-157 du 31 décembre 1962 tendant à la reconduction, jusqu'à nouvel ordre, de la législation en vigueur au 31 décembre 1962
- (3) exposé des motifs de la loi du 31 décembre 1962
- (4) Consigné dans un article de la revue *Insanyat*, intitulé « Les séquences du changement juridique en Algérie. Cinquante ans de droit (1962-2012) ».
- (5) -Loi française du 2 mai 1930 relative aux monuments naturels et sites de caractère artistique, historique, scientifique légendaire et pittoresque, et l'ensemble des textes qui l'ont complétée et modifiée ».
- (6) Ordonnance n°45-1546 du 13 juillet 1945 portant organisation provisoire des musées des beaux-arts ».
- (7) Décret du 14 septembre 1925 concernant les monuments historiques en Algérie, modifié par des décrets des 3 mars 1938 et 14 juin 1947 et la loi du 21 novembre 1954 ».
- (8) Décret du 9 février 1942 étendant à l'Algérie la loi du 27 septembre 1941 confirmée par l'ordonnance du 18 septembre 1945 sur les fouilles intéressant la préhistoire, l'histoire, l'art et l'archéologie ».
- (9) Décret du 10 septembre 1947 réglementant la publicité, l'affichage et les enseignes en Algérie ».
- (10) Arrêté du 26 avril 1949 modifié et complété portant création en Algérie de circonscriptions territoriales pour la surveillance des gisements archéologiques et préhistoriques ».
- (11) Loi du 30 mars 1887 sur la conservation des monuments historiques et objets d'art ayant un intérêt historique et artistique
- (12) Arrêté du 26 avril 1949 modifié et complété portant création en Algérie de circonscriptions territoriales pour la surveillance des gisements archéologiques et préhistoriques ».
- (13) Roland Cadet, l'un des négociateurs d'Evian : Sixième séance du mercredi 31 mai 1961, consacrée au Sahara).
- (14) Voir Le Soir d'Algérie du 13.01.2019 : « La mécanique du classement en monuments historiques ».

Le Mythe de la Puissance de l'entité qui se voit divine !

Par Mustapha Aggoun

L'idée générale depuis 1948 jusqu'au 7 octobre 2023 était que l'entité sioniste possédait un immense arsenal militaire dans le but d'exercer une dissuasion sur ses ennemis, et qu'elle n'utiliserait sa supériorité militaire que dans la mesure nécessaire pour se protéger. L'idée était que pour toute guerre l'impliquant elle n'aurait besoin que d'une petite partie de ces munitions stockées dans les entrepôts militaires et qu'elle serait capable d'arrêter toute attaque dirigée contre elle. Le 7 octobre, il a été révélé que le volume massif d'armes et de munitions possédé par l'entité sioniste n'était pas suffisant pour mener une guerre sur un territoire de 365 km², face à des factions palestiniennes qui ne possèdent pas d'armée mais plutôt un groupe de combattants ne représentant pas plus de 5% du nombre de soldats israéliens. Ils disposent d'armes simples fabriquées localement qui pourraient constituer 0,1% (voire moins) de l'arsenal détenu par l'entité. De plus, les États-Unis et plusieurs pays européens ont été contraints de mettre en place un pont aérien pour l'approvisionnement en armes et en munitions, ce qui indique que cet arsenal accumulé pendant 76 ans ne suffisait plus à affronter un groupe de résistants, même pas une armée régulière dans la bande de Ghaza.

À défaut d'arriver à bout de la résistance, elle s'est acharnée contre la population civile sans épargner les femmes et les enfants. On constate que l'entité sioniste a commis toutes les atrocités connues de l'humanité, en violant de manière sans précédent les règles de la guerre. Cela ne signifie pas que d'autres pays n'ont pas commis de telles actions, mais le niveau, la nature et l'ampleur des crimes, en peu de temps, ont dépassé ceux des autres, selon de nombreux politiciens, scientifiques et critiques des pays alliés de l'Occident, ainsi que selon des statistiques et des chiffres le confirmant. La politique de priver la population de Ghaza de ses besoins vitaux : eau, nourriture, médicaments, carburant et communications, représente le maximum que l'État puisse faire en termes de crimes contre l'Humanité, tout comme le ciblage et le meurtre massif de civils, y compris des enfants, des femmes, des per-

sonnes âgées et des innocents, ainsi que le fait de multiplier ces chiffres par ceux des blessés, constituent des crimes de génocide au sens propre du terme.

Le Droit international, ainsi que les politiciens, les observateurs et les organisations de défense des droits de l'Homme, affirment que la présence de l'«ennemi» dans des zones peuplées de civils ne justifie, en aucun cas, le meurtre de ces populations. En plus de ces crimes, il y a la destruction de maisons et de bâtiments, la destruction d'écoles, d'hôpitaux, de mosquées et d'églises, la destruction de l'infrastructure et le déplacement de centaines de milliers de personnes de leurs foyers, tout cela s'inscrit dans le cadre du génocide.

Les déclarations franches et claires de plusieurs responsables sionistes indiquent que ces actions font partie de la politique suivie par « Israël » dans sa guerre contre le HAMAS et les forces de résistance. Les pratiques des soldats sur le terrain ont confirmé cette approche, que ce soit en tuant des innocents sur le terrain, en procédant à des arrestations et des tortures, en volant les biens des gens, en dansant sur les ruines des bâtiments, des écoles et des hôpitaux, et autres pratiques inhumaines. Mais ce que les gens doivent vraiment prendre en compte, c'est le danger futur que représente cette entité sioniste pour l'Humanité. Ce que nous avons vu à Ghaza pourrait se reproduire à l'encontre de n'importe quel pays ou peuple entrant en conflit avec elle. Et voilà que les dirigeants sionistes menacent le Liban en déclarant que Beyrouth pourrait devenir comme Ghaza, ce qui indique clairement qu'« Israël » pourrait répéter les crimes contre l'Humanité et la destruction totale à l'encontre de tout pays qui lui résiste. Certains pourraient dire que les ennemis d'« Israël » sont connus, à savoir l'Iran et l'axe de la résistance qui lui est affilié. Mais l'histoire montre également que la puissance ne reste pas éternellement puissante, et qu'un ami peut se transformer en ennemi un jour. Ainsi, l'Irak était allié à la plupart des pays arabes, mais en quelques mois, il est devenu leur ennemi, et la plupart des pays arabes ont envoyé leurs armées combattre l'Irak sous le drapeau américain et dans le cadre de l'alliance occidentale. Lorsque des divergences surviennent entre un

État arabe ou non-arabe et « Israël », la brutalité qui a eu lieu à Ghaza se reproduira à l'encontre d'autres peuples si elle n'est pas traitée aujourd'hui, et non demain.

Les slogans entendus et vus par tous, émanant des politiciens sionistes, ainsi que de certains journalistes et intellectuels, qui ont poussé l'extrémisme à son paroxysme, annoncent un avenir sombre pour le monde si cet État continue dans ses politiques chargées de ces slogans et idées. L'ignorance des États-Unis, des pays européens et d'autres pays quant à la réalité idéologique sur laquelle repose l'État d'occupation entraînera, sans aucun doute, des catastrophes futures, et ces pays seront les premiers à en payer le prix à cause de leur complicité et de leur silence. Les crimes sont contre l'Humanité, et non pas contre un peuple en particulier.

Il est important de souligner que les dirigeants sionistes qui prétendent que l'hostilité envers « Israël » équivaut à de l'antisémitisme, pratiquent en réalité un chantage mondial pour obtenir leur soutien, ce qui est moralement répréhensible. Depuis quand l'opposition à la politique d'un État particulier est-elle une hostilité envers une religion ou une race ? Le problème est encore plus grave lorsque certains écoutent et croient de telles revendications. Le problème réside dans le fait de ne pas débattre de ces revendications. Car si la race ou la religion appelle à l'extermination d'autres peuples, des mesures doivent être prises à cet égard, ce qui nécessite de revoir les slogans d'hostilité envers le judaïsme et la manière dont ils sont exploités pour protéger leurs auteurs de la responsabilité des crimes qu'ils commettent contre des innocents. Ceux qui doivent être désarmés et dont la structure politique et militaire doit être démantelée sont ceux qui représentent une menace pour l'Humanité. Ceux qui tuent des enfants, des femmes et des personnes âgées, ceux qui détruisent des écoles, des hôpitaux, des mosquées et des églises, ainsi que les maisons des civils, doivent être tenus responsables de leurs actions.

La répétition de ces crimes est alimentée par la croyance en une supériorité en étant une élection divine, une idéologie encore plus dangereuse que celles précédemment rencontrées par l'Humanité.

Arthur Rimbaud: Jugurtha, Abdelkader ou la poétique de la résistance

Par Said Boumghar

« Moi qui n'ai jamais fait de mal à personne ! C'est une triste récompense de tant de travaux, de peines, de fatigues. Quel ennui, quelle tristesse, en pensant à tous mes anciens voyages, et comme j'étais actif il y a seulement cinq mois ! Où sont les courses à travers monts, les cavalcades, les promenades, les déserts... Adieu mariage, adieu famille, adieu avenir, ma vie est passée, je ne suis plus qu'un tronçon immobile... »¹.

Au-delà des sentiments de révolte et de désespoir qu'ils expriment, ces mots pourraient presque à eux seuls expliquer pourquoi tout une légende, un véritable mythe se sont constitués autour de celui qui les a prononcés avant son dernier soupir rendu à l'hôpital de la Conception de Marseille, le 10 novembre 1891, Arthur Rimbaud. Personnage controversé, à la fois poète, voyageur et trafiquant d'armes, Rimbaud a soulevé la plus vive admiration par ses œuvres précocement géniales. La légende voudrait même que Victor Hugo l'ait salué par ces mots : le « Shakespear enfant »². C'est dire l'admiration que Rimbaud, mort à l'âge de trente sept ans, a suscitée autour de lui. Eminemment influencé par Hugo, une chose non négligeable, sans doute en existe-t-il d'autres, le sépare de ce dernier : l'Algérie ou plutôt la cause algérienne. Commentant Ernest Renan qui défendait l'idée selon laquelle la langue française obligeait à l'expression d'une raison politique qui ne pouvait être que démocratique car celle-ci était formée par la raison, Roland Barthes affirme, dans sa leçon inaugurale prononcée au Collège de France, en 1977, que l'erreur de Renan était historique et non structurale. Selon lui, elle l'est dans le sens où la langue comme performance de tout langage n'est ni réactionnaire, ni progressiste, mais fasciste, car, dit-il, le fascisme, ce n'est pas d'empêcher de dire, c'est d'obliger de dire³.

Sans doute que la poésie échappe à cette obligation. Du moins, c'est l'hypothèse que l'on pourrait formuler concernant le poème Jugurtha rédigé par Arthur Rimbaud alors âgé de quatorze ans. La correspondance entre un journa-

liste et un ancien professeur ayant exercé dans le collège, celui de Notre-Dame à Charleville, où fut scolarisé Rimbaud, nous apprend que ce poème fut composé dans le cadre d'un concours académique dont le sujet était « ce seul mot » : Jugurtha⁴. En fait, le sujet aurait été tout autre à en croire le témoignage du directeur du Collège, M. Abbé Morigny, rapporté par Berrichon Paternie, l'un des premiers biographes de Rimbaud. Quel était donc ce sujet ? « Mes-sieurs », s'écria le principal du Collège en s'adressant aux concurrents, « voici le sujet ; je dicte... Abdelkader ! »⁵.

Dans l'ouvrage qu'il a consacré à l'œuvre de Rimbaud, intitulé « Notre besoin de Rimbaud », Yves Bonnefoy écrit que pour comprendre Rimbaud, non seulement il faut le lire mais il convient aussi de séparer sa voix de tant d'autres voix, qui se sont mêlées à elle⁶. Nul besoin pour nous de procéder à cette séparation, car ce qui nous importe ici, ce n'est pas le poème à proprement parler mais son histoire. A ce propos, longtemps on a cru que ce poème qui aura finalement pour titre Jugurtha et non Abdelkader, avait été perdu, jeté aux vieux papiers lors du transfert à Lille des archives de l'académie de Douai, comme l'affirma le secrétaire de l'académie de Lille à Jean Bourguignon et Charles Houin, auteurs aussi d'une biographie sur Rimbaud. Il est à noter que si Rimbaud nomme Jugurtha, ses guerres menées contre Rome et sa trahison par Bocchus, à aucun moment il ne cite le nom de Abdelkader, il y fait allusion en évoquant sa lutte pour l'indépendance. En fait ce poème est le lieu d'une apologie, celle de la résistance des Algériens contre l'occupation romaine et française. Au moment où ce concours a lieu, l'Algérie est bien là, présente dans l'imaginaire de Rimbaud. Elle l'est au travers de l'image dépréciative, barbaresque et ensauvagée véhiculée dans les manuels scolaires. Elle l'est aussi au travers de la figure du père de Rimbaud, sous-lieutenant, colonialiste, mobilisé en Algérie, en 1841, et qui sera nommé chef de Bureau arabe et affecté au poste de Sebdo, en juin 1847, cinq mois avant la reddition de l'Emir Abdelkader. Le père ayant quitté le domicile familial alors que Rimbaud n'avait


que six ans, outre les dits et non-dits d'autres sources de façonnement liées à la figure du père, viennent nourrir l'imaginaire fantasmatique construit autour de l'Algérie. De quoi s'agit-il ? D'écrits, plus précisément d'une « quantité de documents français-arabes sur les expéditions d'Algérie dont un manuscrit rédigé par le père lui-même et qui comprend également un grand nombre de plans »⁷. A ces documents rangés dans le grenier, s'ajoute un legs de la famille pater-nelle, en l'occurrence, une traduction du Coran avec le texte arabe en regard et une grammaire arabe revue et corrigée entièrement par le père qui avait une connaissance parfaite de la langue arabe. En fait, ce poème est le lieu où se joue une double confrontation. Celle de Jugurtha et Abdelkader contre les occupations romaines et françaises et celle du père contre la mère, une mère castratrice contre qui Rimbaud va se révolter et dont le portrait nous est dépeint comme suit : « Madame Rimbaud était une mère très pieuse et très rigide, remplie d'énergie et de ténacité impitoyable sur le chapitre de la discipline nécessaire à la réalisation de ses idées »⁸.

Même si, comme le fait remarquer Hédi Abdel-Jaouad, Rimbaud a écrit pour le père et contre la mère, il ne souscrivait pas à son idéologie colonialiste⁹, loin s'en faut même. Par ce poème, en sus de prendre fait et acte pour les Algériens, Rimbaud s'inscrit aussi en faux contre les représentations péjoratives de l'Algérie dont nous avons fait part un peu plus haut et contre le regard qu'un écrivain comme Victor Hugo portait sur la colonisation qu'il voyait comme « la marche de la civilisation sur la barbarie ». L'œuvre de Rimbaud, sa vie, son destin ont marqué plus d'une génération d'écrivains algériens dont Kateb Yacine¹⁰. D'ailleurs, Ismail Abdou n'a-t-il pas écrit à ce propos : « Qui a créé cet Algérien et cet écrivain [Kateb Yacine], qui l'a aidé le premier ? On dit que c'est Rimbaud. Oui c'est vrai... »¹¹.


Note

- 1 - Cité in, Bourguignon (Jean.), Houin (Charles.), Vie d'Arthur Rimbaud, Paris, Payot, 1991, pp. 182-193.
- 2 - Ibid., p. 83.
- 3 - Barthes (Roland), Leçon, Paris, Seuil, 1978, p. 14.
- 4 - Rimbaud (Arthur.), Correspondance, Paris, Fayard, 2007, p. 735.
- 5 - Berrichon (Paternie), Arthur Rimbaud - Le poète (1854-1872), Paris, Mercure, p. 38.
- 6 - Bonnefoy (Yves), Notre besoin de Rimbaud, Paris, Seuil, 2009, p. 67.
- 7 - Bourguignon (Jean.), Houin (Charles.), Vie d'Arthur Rimbaud, op. cit., p. 53.
- 8 - Ibid., p. 60.
- 9 - Hédi (Abdel-Jaouad), Rimbaud et l'Algérie, Edif 2000, p. 119.
- 10 - Voir à ce sujet : Ibid., pp. 129-142.
- 11 - Abdou (Ismail), Kateb Yacine, Alger, SNED, 1983, p. 12.

Publicité



OFFICE PUBLIC DE L'HUISSIER DE JUSTICE
Maître Tahraoui Bahous
Huissier de Justice près le Tribunal d'Arzew
Adresse : Rue Mohamed Fertas n° 175 Arzew
Tél : 0554.10.14.48 / 0660.80.11.01
E-mail : maitre.tahraoui-b@live.fr
Avis de vente aux enchères publiques
Uniquement sur soumissions cachetées, le 26 février 2024 à 11h00, au profit de
« l'Entreprise portuaire d'Arzew (EPA) »



N° Lot	Désignation
01	Important lot de pièce de rechange de remorqueurs, pilotine, canot d'amarrage à l'état neuf (Voir listing)
02	Equipements informatiques : (micro-ordinateur, photocopieurs, imprimante...) Equipement d'Electroménager : (climatiseurs, cumulus, réfrigérateurs, machines à laver, fours électriques et réchauds, cuisinières...) Matériel d'atelier : (nettoyeur haute pression, perforateur, groupe de levage...) Matériels divers : (armoires, vestiaires et armoires d'incendie, motopompes, citerne d'eau, afficheur lumineux...)

Conditions de participation :
Visite et participation à la vente aux enchères publiques réservées uniquement aux détenteurs d'un cahier des charges délivré par le cabinet contre paiement 1.000 DA.



CITERGAZ
CITERGAZ SPA sis Z.I ROUTE DE BOUHENIFIA W. DE MASCARA,
N° de Tel : 0661 257 919 / 0699 485 263

La société CITERGAZ SPA lance un appel d'offres national ouvert pour la fourniture de la matière première suivante :

- Tôle LAC laminé à chaud 8000x3000x9.0mm
Nuance P295GH/EN10028-2:2009(A48AP)
Suivant les normes ASME (quantité 300 pièces)
- Fonds elliptiques 2/1, formée à chaud, diamètre extérieur 1200mm
sans trou Épaisseur mini 9.0mm, épaisseur initiale 10mm
h1=120mm ; h2=315mm ; hT=435mm
Nuance P295GH/EN10028-2:2009(A48AP)
Fonds fournis avec bord chanfreiné suivant plan en V extérieur
Suivant les normes ASME (quantité 1.200 pièces)

Les soumissionnaires intéressés par la présente annonce peuvent retirer le cahier des charges auprès du service approvisionnement contre le paiement de la somme de 5.000 da.

Les pièces constituant l'offre commerciale doivent être établies comme indiqué dans le cahier des charges.

Les soumissionnaires déposent leurs offres dans une enveloppe cachetée, dans un délai de 15jours, à compter de la date de la parution de cette annonce.

APPEL D'OFFRE

■Vends résidence 3 étages, bd Di-douche Mourad, A/Témouchent, 25 salles, local 281 m², s/sol 281 m², idéal pour banque, hôtel, clinique, S. des fêtes. Const récente 2008 – 0555.42.74.82 - 0676.37.69.32

■Loue F1 aménagé en F2/1^{er} étage, lycée Lotfi (3U) – F3 Maraval rdc (3U), F3 Millénium entrée individuelle CNL rdc (3,5U) – F5 Ain El Turck, 4^e (2,5 U) – F5 les Castors, 1^{er} (6U) – Ag ABDALLAH : 041.38.62.87/ 0770.40.87.48

■Promotion immobilière met en vente des appartements T2/T3/T4/T5 et duplex de qualités avec acte de propriété situés au cœur d'Oran et près de toutes commodités. Possibilité de paiement par tranches ou crédit bancaire. Plus d'info : 0699.51.20.50 - 0699.51.20.31 - 0699.52.20.50

■A louer F3 Larbi Ben M'hidi, Oran centre-ville, double façade, eau h24, chauffe-eau, ttes commodités, ensolleillé. Contacter : - 0542.36.63.43 (à partir de 17h en semaine, tte la journée du week-end).

TERRAINS

■Tlemcen : Vds terrain acté + L.F, 22.500 m², situé à Sidi Boumediène, urbanisable, convient projet touristique, sanitaire ou immobilier. Tél : 0660.12.67.64

LOCAUX

■ A louer local sup 60 m² (15x4m), Hauteur 4m, gaz de ville, sanitaires, à Senia, Oran – Tél : 0774.84.25.24

■Promotion immobilière met en vente sur plan, des bureaux et locaux commerciaux idéals pour toute activité commerciale au cœur d'Oran. Possibilité de paiement par tranches. Plus d'info : 0699.51.20.50 - 0699.51.20.31 - 0699.52.20.50

■Loue hangar de 180 m², avec parc pour élevage ; propriété privée Es-Senia, Ain El-Beïda, Oran – Tél : 0773.40.49.11

■Loue local 30 m², en face CEM Boumedel, Kara (I) Es Senia Oran – Tél : 0773.40.49.11

■Vente local commercial de 100 m², à cité Petit, Oran – 0555.94.40.80

VILLAS

■Vends villa 300 m², R+1, façade 10 m, actée, livret foncier nvle const, rdc : 2 garages + cuisine + 2 wc + sdb + hall + 2 pces + jardin. 1^{er} : 5 pces, hall, sdb + wc, terrasse buanderie à cité Petit Oran – Tél : 0699.94.82.96

■Vends des villas commerciales de 120 m², à 220 m², endroit commercial, sur grand Bd Millénium, Bir El-Djir – Canastel – 0772.43.37.38

DIVERS

■Cause cessation activité vends, au plus offrant, lot de pièces de rechange P/Camions Nissan UD NM+AM – Tél : 0772.47.67.15

■Loue licence café, Oran – 0674.80.78.26

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE MASCARA
DAIRA DE GHRISS
COMMUNE GHRISS

NIF : 29120320469

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE POUR LE MARCHE :

FOURNITURE POUR LES CANTINES SCOLAIRES ANNE 2024

LOT 04 PEIN AMILIORÉ

Conformément à les articles 46 de la loi 23-12 et 65 du décret présidentiel N° 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés et délégation des pouvoirs publics. Le Président de l'assemblée populaire communale de Ghriss, informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales N°10/2023 a la 2^{EME} FOIS pour l'opération FOURNITURE POUR LES CANTINES SCOLAIRES ANNE 2024

LOT 04 PEIN AMILIORÉ Paru dans le quotidien EL badil en langue arabe en date du 03/01/2024 et LE QUOTIDIEN D'ORAN en langue Français en date du 02/01/2024 Après l'analyse des offres financières en date du 22/01/2024, l'opération a été attribuée provisoirement à le fournisseur suivant :

Intitulé de l'opération	Fournisseur Attributaire a titre provisoire	Montant		Délai De livraison	Note Technique	Critère choix Du	N°NIF
		minimum	maximum				
FOURNITURE POUR LES CANTINES SCOLAIRES ANNE 2024 LOT 04 PEIN AMILIORE	Soltani bachir Ghriss	898.747.50 DA	1.797.495.00 DA	04 HEURS	45	L'offre unique	194291201316141

Le service contractant est tenu d'inviter dans l'avis d'attribution provisoire du projet les candidats et les soumissionnaires qui souhaitent prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs con- didatures offres technique et financière a se rapprocher de ses services au plus tard 03 jours a compter du ler jour de la publication de l'attribution provisoire du projet pour leur communiquer ces résultats par écrits.

Conformément à les article 56 de la loi 23-12 du 05/08/2023 fixant les règles relatives aux marchés publics. et 82 du décret présidentiel N° 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés et délégation des pouvoirs publics le recours est introduit dans les dix jours à compter de la première publication de l'avis d'attribution provisoire du marché .si le dixième jours coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légale la date limite pour introduire un recours est prorogée au jour ouvrable suivant

GHRISS LE :
LE PRESIDENT DE L'APC

ANEP N° 2431002096 Le Quotidien d'Oran 20/02/2024

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D' EL BAYADH
DAIRA DE CHELLALA
COMMUNE DE CHELLALA
N° FISCAL: 09.84.32.14.50651.27AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT
AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N°03/2024
Réalizations Des Trottoirs De La Rue Cheikh Bouamama

dispositions de la loi n°: 23-12, en date de la 05/08/2023 portant notamment sur la définition des règles Conformément générales liées à marchés publics.

Et Conformément au décret présidentiel n°: 15-247, en date de la 16/9/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public. Le Président de l'APC de Commune de CHELLALA lance un avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales

, à retirer le cahier des charges auprès du Bureau du marché au siège de l'APC sise au: Commune de CHELLALA Contre paiement de : 10.000.00 DA.

Conformément de l'article 67 du décret présidentiel N°15-247 services public Les offres doivent contenir les documents réglementaires en vigueur suivant :

Le dossier de candidature	Offre technique	Offre Financière
-une déclaration de candidature remplie, signée et datée - une déclaration de probité remplie, signée et datée. - les statuts pour les sociétés. - les documents relatives aux pouvoirs habilitant les personnes engager l'entreprise . -tout document permettant dévaluer les capacités des candidats des soumissionnaires ou, le cas échéant, des sous-traitants : a/1- Capacités professionnelles : certificat de qualification et de classification catégorie trois (03) et plus dans le secteur Bâtiment comme activité principale et travaux publics comme activité secondaire a/2- certificat de réalisation d'une synonyme dan le cadre de secteur Bâtiment ou travaux publics d'un montant supérieur ou égale 30.000.000.00d.a b/ Capacités financières : moyens financiers justifiés par les bilans et les références bancaires. c/ Capacités techniques : moyens humains et matériels et références professionnelles.	- La déclaration à souscrire remplie, signée et datée. -le cahier des charges signé par le porteur à la dernière page, la mention manuscrite «lu et accepté». -le planning d'exécution des travaux, signé et paraphé . -une mémoire technique justificatif	La lettre de soumission remplie et signée et datée. -Le bordereau de prix unitaires(BPU) remplie et signée et datée. -Le devis quantitatif et estimatif(DQE) remplie et signée et datée.

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans un trois (03) enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise ainsi que la mention «dossier de candidature», «offre technique» ou «offre financière» selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe comportant la mention : à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres – Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence et de capacités minimale

appel N°:03/2023 suivent l'état) L'objet de l'opération..... A Le Président de l'APC de Commune de CHELLALA :

DUREE DE PREPARATION DES OFFRES : La durée de préparation des offres est fixée quinze jour (15) JOURS à compter de la date de la première publication de l'avis d'appel d'offres dans quotidiens nationaux ou dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public « BOMOP ».

JOUR ET HEURE LIMITE DE DEPOT DES OFFRES : Les soumissionnaires sont tenus de déposer leurs offres le dernier jour de la durée de préparation des offres. L'heure limite de dépôt des offres est fixée à Avant le 14 : 00 L'ouverture en séance publique, les soumissionnaires sont invités à assister à l'ouverture des plis qui aura lieu le dernier jour de la date limite, salle de délibérations. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant. Les soumissionnaires resteront engagées par leurs offres pendant de trois (03) mois à compter de la date de dépôt des offres.

Observation:

conformément aux dispositions de l'article 63 du décret présidentiel N°15-247 du 16/09/2015. Le cahier des charges doit être retiré par le candidat ou le soumissionnaire ou leurs représentants désignés cet effet Dans le cas du représentant désigné, le retrait doit se faire avec une autorisation écrite tamponnée et signée par le contractant ou le candidat portant toutes les données du représentant accompagné de la carte d'identité.

LE P/APC DE CHELLALA

ANEP N° 2431002118 Le Quotidien d'Oran 20/02/2024

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
وزارة الأشغال العمومية والمنشآت القاعدية
مديرية الأشغال العمومية لولاية وهرانERRATUM D'UN AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE
MODIFICATIF
(NIF : 408015000031086)

Projet : Renforcement de la RN 108 du PK 0+000 au PK 1+800

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel n°15/247 du 16 Septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, la direction des travaux public de la wilaya d'Oran informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales n°06/SEERR/DTP/2023 relatif au projet suscité que ce dernier a été attribué provisoirement comme suit : (après le désistement de l'attributaire initial)

Entreprise	Note technique	Montant DA/TTC	Délais	Elément ayant permis le choix de l'attribution du marché
SARL SMTRA NIF : 000027078224530	85.33 points	39.643.660,00 DA	03 mois	Ayant rempli les conditions techniques et financières du CDC

Au lieu de :

Entreprise	Note technique	Montant DA/TTC	Délais	Elément ayant permis le choix de l'attribution du marché
SARL SMTRA NIF : 000027078224530	85.33 points	36.148.606,20 DA	02 mois	Ayant rempli les conditions techniques et financières du CDC

LE DIRECTEUR

ANEP N° 2431002103 Le Quotidien d'Oran 20/02/2024

2

10.00 La maison des Maternelles à votre service
10.47 Chacun son tour
11.55 Tout le monde veut prendre sa place
12.58 Journal 13h00
13.56 Ça commence aujourd'hui
16.15 Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre
18.03 Tout le monde a son mot à dire

18.39 N'oubliez pas les paroles



Présenté par Nagui

Accompagnés par un orchestre, les candidats chantent en karaoké. Mais les paroles affichées ne sont pas complètes. A eux de combler les vides. Pour cela, ils doivent se souvenir des mots exacts de la chanson.

19.58 Journal 20h00

20.48 Un si grand soleil

3

10.07 Tobie Lolness
12.00 Le journal des solutions
12.25 ICI 12/13
12.50 Météo à la carte
14.20 Rex
16.45 Duels en familles
17.28 Slam
18.13 Questions pour un champion
19.07 Hors la ville
19.14 ICI 19/20
19.54 Tout le sport
20.29 Le journal des talents

21.10 Les Pennac(s)



Série policière - France - 2023
Saison 1 - Episode 4/7

Avec Julie-Anne Roth, Christian Rauth, Fejria Deliba, Marie-Sohna Conde
Hannibal Pennac surveille en douce sa fille Annabelle. Il s'installe discrètement dans un appartement en face de chez elle, avec la complicité de son petit-fils. Mais leur connivence est brutalement interrompue par une affaire urgente : l'enlèvement d'une petite fille sur le parking d'un supermarché. Les premiers témoins font état d'une camionnette blanche quittant les lieux du crime à toute vitesse.

4

11.32 Idéfix et les Irréductibles
12.29 Angelo la débrouille
13.15 Les extras curieux
14.10 Teen Titans Go !
15.10 Molusco
16.15 Mystery Lane
17.32 Okoo-koo
17.38 Les aventures du Chat Potté
18.09 Les Croods (Pré)histoires de famille
19.45 Okoo-koo
20.15 Culturebox l'émission

21.00 Les clefs de l'orchestre de Jean-François Zygel



Avec le pianiste compositeur Jean-François Zygel, l'Orchestre Philharmonique emmène le public au cœur des œuvres. Ensemble, ils décortiquent la partition, pupitre par pupitre, thème par thème, et révèlent ainsi le génie des compositeurs. Dernière et la plus grande de ses symphonies, la 41e symphonie en ut majeur de Mozart célèbre le triomphe de la lumière. Elle est la quintessence de son art. Le pianiste décompose l'œuvre avec humour et la contextualise pour mieux l'expliquer.

5

11.04 Sale temps pour la planète
12.02 Céréales : qui nous roule dans la farine ?
12.59 Imprévis
13.37 Le magazine de la santé
14.39 Jorge Semprun, la plume au poing
15.39 A la découverte des Emirats Arabes Unis
16.32 Crète, enquête sur les derniers Minoens
17.42 C dans l'air
18.56 C à vous
20.04 C à vous la suite
21.05 Prenez soin de vous
22.39 C ce soir

arte

C8

10.55 Le génie des plantes
12.25 Takaya, le loup solitaire
15.50 Bavière, le pays des chamois
16.35 Le retour du campagnol souterrain de Bavière
17.20 Invitation au voyage
18.55 Chauffage : le tournant énergétique
19.30 Le dessous des images
19.45 Arte journal
20.05 28 minutes
20.50 Le dessous des cartes : l'essentiel

09.32 L'éphéméride
09.37 Chez Jordan De Luxe
10.28 Le dédic !
10.36 Bienvenue chez nous
12.25 Le dédic !
12.33 JT
12.34 William à midi : première partie
13.37 William à midi
14.07 Inspecteur Barnaby
17.59 PAF
18.51 PAF avec Baba
19.44 Touche pas à mon poste
21.20 Mon nom est personne
23.25 Le vent de la plaine



CINE + FRISSE 20.50

JACKIE BROWN

Film policier - Etats-Unis - 1997
Avec Pam Grier, Samuel L. Jackson, Robert Forster, Bridget Fonda

Jackie Brown, hôtesse de l'air sur une petite compagnie américaine, profite de ses voyages pour convoier de l'argent pour le compte du trafiquant d'armes Ordell Robbie. Un matin, elle est arrêtée à l'aéroport. En échange de sa liberté, elle se voit proposer de collaborer avec la police pour piéger Ordell. Dans un premier temps, Jackie refuse et est envoyée en prison. Ordell la fait libérer sous caution.

RTL9 20.55

LES VEUVES



Thriller - Grande-Bretagne - Etats-Unis - 2018

Avec Viola Davis, Michelle Rodriguez, Elizabeth Debicki, Colin Farrell
A Chicago, Harry, et sa bande, Florek, Carlos et Jimmy, s'enfuient en fourgonnette après un braquage de banque qui a mal tourné. Les hommes sont poursuivis par la police et meurent tous sous le feu des forces de l'ordre. Seulement, ils étaient en possession d'une importante somme d'argent, désormais détruite, qui appartenait au truand Jamal Manning, sur le point de se reconverter en politicien local. Celui-ci entre alors en contact avec Veronica, la veuve de Harry, pour lui réclamer l'argent.

TFX 21.05

BABY BOSS 2 : UNE AFFAIRE DE FAMILLE



Film d'animation - Etats-Unis - 2021

Maintenant devenus adultes, Theodore Templeton et son frère, avec qui il entretient une relation distante, décident tous les deux d'ingérer une formule magique qui les transforme en bébés pour une durée de 48 heures. Ensemble, ils vont devoir s'infiltrer en douceur dans le but de contrecarrer les plans d'un génie diabolique, dont l'objectif ultime est de métamorphoser les bébés en petits monstres.

TÉLÉVISION

TF1

21.10 Koh-Lanta



Saison 25

- Les chasseurs d'immunité
Présenté par Denis Brogniart

C'est sur la grande île de Luçon, à l'est des Philippines, que les vingt aventuriers – ils étaient dix femmes et dix hommes sur la ligne de départ – participent à cette nouvelle édition du jeu de survie. Dès le début, ils doivent tenter de s'emparer de nouveaux colliers d'immunité cachés dans des endroits insoupçonnés, sur les camps, bien sûr, mais pas uniquement.

23.15 Star'Académiciens, comédiens et animateurs : que sont-ils devenus ?

6

21.10 Gemini Man



Film de science-fiction - Etats-Unis - Chine - 2019

Avec Will Smith, Benedict Wong, Mary Elizabeth Winstead, Clive Owen
Henry Brogan, un tueur professionnel, est soudainement pris pour cible et poursuivi par un mystérieux et jeune agent qui peut prédire chacun de ses mouvements.
23.15 Cauchemar en cuisine

CANAL+

21.09 Yannick



Comédie - France - 2023

Avec Raphaël Quenard, Pio Marmaï, Blanche Gardin, Sébastien Chassagne
Sur la scène d'un petit théâtre parisien, Paul Rivière, Sophie Denis et William Keller jouent une pièce. Si une grande partie du public s'en contente, un spectateur se lève et apostrophe soudainement les comédiens. Il s'agit de Yannick, gardien de nuit qui vit à Melun et manifeste son mécontentement devant une pièce de théâtre qui entame son moral, alors qu'il était venu au théâtre pour oublier ses tracas quotidiens.

PLANETE +

11.01 Concorde, histoire d'un supersonique
12.32 Conquistadors : de la gloire à la décadence
15.33 Mystérieux objets
16.24 Général Grant
17.47 Faites entrer l'accusé



19.21 American Pickers, la brocante made in USA
20.55 La tragédie du Heysel

TFX

10.50 TFX infos
10.55 Madame est servie



13.25 Grey's Anatomy
17.00 Quatre mariages pour une lune de miel
20.05 Plus belle la vie, encore plus belle
21.05 Baby Boss 2 : une affaire de famille
23.00 Le défi fou des familles nombreuses

W9

10.30 W9 Hits Gold
11.30 W9 Hits
12.50 NCIS
16.40 Un dîner presque parfait
19.50 Les apprentis aventuriers
21.00 Météo
21.05 Babysitting 2

NRJ

09.45 Une saison au zoo
13.35 Modern Family
16.30 The Big Bang Theory
19.50 Parents mode d'emploi
21.10 Alita : battle angel

Birmanie: trois hauts gradés de l'armée condamnés à mort pour capitulation



La junte birmane a condamné à mort trois hauts gradés de l'armée pour avoir abandonné, en janvier, une ville stratégique près de la frontière chinoise à des groupes ethniques, ont indiqué lundi à l'AFP deux sources militaires. «Trois brigadiers généraux, dont le commandant de la ville de Laukkai, ont reçu une condamnation à mort», a déclaré une source militaire, qui a souhaité rester anonyme, n'étant pas autorisée à parler aux journalistes.

Ces sources n'ont pas donné de détails sur la date du verdict. Un porte-parole de la junte avait confirmé fin janvier que six responsables de l'armée avaient été placés en détention, après la perte de Laukkai, considérée comme un revers de taille pour l'armée, critiquée par ses propres partisans. Après des semaines de combats, des centaines de soldats avaient abandonné le contrôle de la ville à une alliance d'insurgés, à l'origine d'une attaque surprise fin octobre. Laukkai est connu pour les casinos, la prostitution et les centres d'escroquerie en ligne qui y génèrent des milliards de dollars selon les experts. La loi militaire birmane prévoit la peine de mort pour les cas de désertion d'un poste.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Papouasie-Nouvelle-Guinée : au moins 64 morts dans des violences tribales



Au moins 64 personnes sont mortes dans des violences tribales en Papouasie-Nouvelle-Guinée, a annoncé dimanche soir la police de ce pays du Pacifique, dernières violences meurtrières liées à des conflits ancestraux.

Le bilan de ce qui semble avoir été une embuscade dimanche matin pourrait s'alourdir, a indiqué le commissaire adjoint de la police Samson Kua. «Nous pensons

qu'il y a encore des corps dans la brousse», a-t-il ajouté. Les faits se sont déroulés près de la ville de Wabag (nord), sur les hauts-plateaux à quelque 600 kilomètres au nord-ouest de la capitale Port Moresby, a rapporté le responsable de la police du pays, David Manning. La police a reçu des vidéos et des photos qui proviendraient des lieux où se sont déroulées ces violences. Elles montrent des images de

corps ensanglantés présentant de graves blessures, allongés côte à côte sur le bord de la route ou empilés à l'arrière d'un camion.

Des affrontements tribaux, souvent déclenchés par des conflits territoriaux et des accusations de vol, se produisent depuis des siècles dans cette partie de l'île. L'afflux d'armes automatiques a rendu les affrontements plus meurtriers et intensifié les violences.

Etats-Unis : deux policiers et un pompier tués lors d'une intervention



Deux policiers et un pompier ont été tués par balle dimanche lors d'une fusillade à Burnsville, dans le Minnesota (Midwest), ont indiqué la police et des responsables de l'Etat. Le suspect est également mort dans la fusillade, a indiqué la police, ajoutant qu'un troisième policier a été blessé. Les forces de l'ordre ont d'abord engagé des négociations avec le suspect pendant quatre heures avant qu'une équipe SWAT ne fasse une descente dans le bâtiment.

Les fusillades demeurent un fléau récurrent aux Etats-Unis, faisant de nombreuses victimes dans un pays où le droit de posséder des armes est garanti par la Constitution. Face à la recrudescence de la violence armée, le président américain Joe Biden a, à maintes reprises, exhorté le Congrès à agir contre ce fléau, soulignant qu'il est temps de procéder à des réformes de la législation sur les armes à feu.

Il a insisté notamment sur l'exigence de la vérification des antécédents de toutes les ventes d'armes à feu, ainsi que l'interdiction des armes d'assaut et des chargeurs de grande capacité.

Mexique: 12 hommes armés tués dans un affrontement avec des militaires



Douze hommes armés ont trouvé la mort dans un affrontement avec des militaires dans le Tamaulipas, ont affirmé dimanche les autorités de cet Etat du Nord-Est du Mexique. L'affrontement s'est produit lors d'une mission de sécurité et de surveillance menée par les soldats dans la municipalité de Miguel Aleman, frontalière des Etats-Unis, a précisé le service de sécurité du gouvernement du Tamaulipas sur les réseaux sociaux. «Des éléments de la Sedena (l'armée) ont été agressés par des civils armés qui se trouvaient dissimulés dans les sous-bois», avec comme bilan «12 assaillants neutralisés», a ajouté ce service à propos de l'incident survenu vers 14H00 locales.

Des sources gouvernementales ont confirmé que les 12 assaillants, membres présumés d'un cartel de la drogue, avaient été tués lors de l'affrontement et que l'armée avait utilisé en appui des drones et un hélicoptère. Le Tamaulipas est un Etat frappé par la violence liée au crime organisé. Il est le théâtre d'affrontements constants entre cartels qui se disputent les routes lucratives de contrebande de drogue vers les Etats-Unis.

Afghanistan: 25 morts dans l'éboulement causé par de fortes chutes de neige



Au moins 25 personnes ont été tuées et huit blessées par un éboulement rocheux provoqué par de fortes chutes de neige dans le Nord-Est de l'Afghanistan, a annoncé lundi le ministère de la Gestion des catastrophes.

L'éboulement a ravagé dimanche soir le village de Nakre dans la vallée de Tatin, dans la province du Nouristan, recouvrant les maisons sous des monceaux de rocaïlle.

«A cause de l'éboulement, environ 25 de nos concitoyens ont été tués et huit blessés», a déclaré le porte-parole du ministère, Janan Sayeq, dans une vi-

déo envoyée à la presse, avant de préciser à l'AFP que le bilan pourrait encore s'aggraver. Entre quinze et vingt maisons ont été détruites ou fortement endommagées, a-t-il indiqué.

Le Nord montagneux de l'Afghanistan est chaque année le théâtre d'avalanches ou de glissements de terrain d'autant plus meurtriers que les secours manquent d'équipement.

La neige est arrivée avec beaucoup de retard cette année dans ce pays habitué aux très rudes hivers dans les zones montagneuses, nouveau signe du très fort impact du réchauffement climatique.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

LES SMARTPHONES ET L'ERRANCE DES ÉCRITS

Le Centre de prévention et de lutte contre la criminalité informatique est semble-t-il submergé par des enquêtes à traiter. La plupart n'ont pas trait à de simples indécences ni à des impolitesses diffamatoires. Les plus graves ont fini devant les tribunaux. Près de 5.000 dossiers ont été ouverts au courant de l'année 2023. Il est fort à parier que l'année en cours verra le chiffre doubler.

Au phénomène de la cybercriminalité aucun pays n'échappe et les Algériens ont tout l'air d'avoir été happés par la nouvelle culture internaute qui, tout en apportant des aises et des bienfaits, distille aussi de nombreuses monstruosité. La cime de l'insanité est certainement dans la gravissime tare qui veut qu'une majorité d'internautes

s'adonne à un strip-tease mental pour livrer leurs faces et leurs intimes pensées. Tout est prétexte à des commentaires sans retenue sans doute pour juguler d'immenses solitudes humaines en se laissant piéger par l'inconsistance des débats virtuels.

Rien ne manque, des condoléances aériennes adressées à des inconnus aux insultes grossières, le tout faisant figure de tags sur un mur informatique pour se laisser kidnapper par de vagues chants de sirènes. L'errance des écrits

sur les smartphones devient curieusement provocation contre soi-même pour marquer et se justifier une présence. A contrario, l'affirmation de soi pour briser la solitude ne fait que la renforcer pour confirmer qu'elle est le grand mal du siècle.

Il y a là matière à réflexion pour tenter de comprendre pourquoi des drogués des réseaux trouveraient un tordu plaisir à afficher leurs âmes et leurs visages à tous les vents. Le besoin de s'affirmer n'est autre que la recherche d'une contenance. Le mal est autrement plus important pour les enfants et les adolescents pris en otage définitivement extirpés de l'éducation parentale et livrés au levain empoisonné des mobiles et des tablettes.